

Hors-série d'été n°4

Reprise du Monde libertaire hebdomadaire le jeudi 7 septembre 1995

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

ÉTÉ 1995

15,00 F

CE QUE NOUS VOULONS

Nous souhaitons l'harmonie pour l'espèce humaine et pour la nature dont elle est partie intégrante. Pour nous, vivre, ce n'est ni dominer, ni exploiter, ni manipuler.

Pour cette raison, nous pensons que rien de ce qui vit ne doit être traité ni considéré comme un objet ou une marchandise.

Nous ne voulons plus que les vies soient asservies à des institutions, des structures et des rapports qui organisent et administrent la production et sa reproduction de processus de domination, de division et d'exploitation.

L'essentiel de notre vie est consacré à supporter des obligations et à obéir à des contraintes qui tourmentent, éteignent et brisent notre conscience et notre sensibilité. Ces exactions quotidiennes paralysent les facultés qui pourraient nous permettre de concevoir nos vies comme autre chose que des instruments et des matériaux du système de l'oppression et de l'exploitation.

CE QUE NOUS VOULONS, C'EST L'ASSOCIATION ET L'ENTRAIDE

Nous voulons vivre dans une société qui serait réellement une société, c'est-à-dire une association d'individus. Une société où n'existeraient plus les classes, les catégories et les statuts qui permettent à certains de bénéficier de privilèges et aux autres de subir contraintes et restrictions. Une société dans laquelle les relations entre les êtres ne seraient plus fondées sur la domination et la soumission. Une société sans pouvoir, ni hiérarchie et donc sans état. Sans compétition, ni concurrence et donc sans argent. Sans travail salarié, ni chômage et donc sans capitalisme. Une société composée d'associations multiples et variées où chacun aurait la possibilité de participer ou de ne pas participer selon ses sentiments et ses envies. Pour vivre ensemble, se livrer à des activités, créer, prendre des décisions et passer des accords sans avoir besoin de recourir à des hiérarchies, ni à des institutions représentatives.

La vie n'étant plus soumise au joug et aux fantaisies du «Marché», ce que les humains décideront de produire et choisiront de consommer sera le fruit de leurs goûts et de leurs préférences. La disparition des notions de profit, de rentabilité, de compétitivité amènera les individus à réfléchir sur l'utilité, les buts, les moyens, les conditions et les conséquences de leurs activités entre eux et envers le reste de la nature.

CE QUE NOUS VOULONS, NOUS L'APPELONS ANARCHIE

Nous sommes donc des anarchistes. Mais... les dénominations ont peu d'importance. Ce qui est important, c'est que dans la société que nous souhaitons, l'individu soit respecté dans son corps et dans sa pensée. Face à l'oppression, à l'exploitation et aux contraintes, naissent inévitablement des réticences, des dégoûts, des indignations et des révoltes. Ces refus de l'humiliation et de la souffrance doivent devenir des rêves, des pensées et des réflexions dont la communication fera prendre confiance aux individus et provoquera l'émergence d'actes de désobéissance, de relations et d'associa-

tions favorisant l'abolition de tout ce qui, depuis des millénaires a réduit l'existence des humains à la condition de marionnettes, à la fonction d'instruments et au statut de déchets.

Il est vital de refuser ce monde destructeur des vies et de chercher tous les moyens d'en sortir et de le détruire. Toutes les tentatives pour l'aménager ou pour le réformer ne relèvent que de l'escroquerie pure et simple.

Ce qui est important, c'est de parvenir à se débarrasser de toutes les machines à broyer les vies qui, sous des formes diverses (institutions, croyances, coutumes, rites, ...), mutilent physiquement et psychologiquement les individus.

Ce qui est important, c'est de créer une société où les vies ne seraient plus dépendantes de mécanismes produisant des «dominants» et des «dominés», des «gagnants» et des «perdants»

GÉRARD ET DIDIER
JUIN 1995



T 6726 - 4 H - 15,00 F-RD



Une victoire aux couleurs de l'arc-en-ciel en mer du Nord

INDÉNIABLEMENT, Greenpeace a fêté le 20 juin dernier un de ses succès les plus médiatisés depuis sa fondation en 1971. Face à l'inflexible détermination des militants de l'organisation écologiste, mobilisés depuis fin avril, la compagnie Shell a renoncé à l'immersion, par 2 400 mètres de fond, au lieu-dit North Feni Ridge, dans les eaux de l'Atlantique en face des îles Hébrides, à l'ouest de l'Ecosse, de la plate-forme pétrolière *Brent Spar*. En attendant son démantèlement sur la terre ferme, celle-ci sera sans doute acheminée dans le fjord norvégien d'Aamøy, près de Stavanger. La firme au coquillage jaune et rouge qui se compose à 60% de la Royal Dutch Petroleum Company (siège à La Haye) et à 40% de The Shell Transport and Trading Company (Londres) avait exploité de 1976 à 1991, en mer du Nord (à 190 kilomètres au nord-est des Shetlands), cette immense citerne, en partenariat avec Esso.

Dose homéopathique ?

La perspective du dynamitage avalisé par le gouvernement britannique souleva, à partir du 11 juin, un véritable tollé outre-Rhin et à un degré moindre aux Pays-Bas, au

Danemark ainsi qu'en Norvège. La multinationale redouta au moins autant l'amplification du boycott et l'érosion de son image peaufinée à coups de slogans du style « Nous nous occupons de bien plus que des voitures » que l'engagement « physique » des activistes de la « paix verte ». Le colosse d'acier haut de 137 mètres renferme un cocktail pestilentiel de 130 tonnes au total (carbures d'hydrogène, métaux lourds, tels le cadmium, cuivre, plomb, zinc, de même que des sels radioactifs). Certes, au regard des substances éminemment toxiques accumulées dans les océans, saccageant les écosystèmes et menaçant gravement la chaîne alimentaire, les quantités stockées dans le ventre du *Brent Spar* s'apparenteraient presque à une dose homéopathique. La mer du Nord, où 416 plates-formes de forage (la moitié appartiennent à la Grande-Bretagne) extraient or noir et gaz, ingère annuellement, en sus des quelque 570 000 tonnes de résidus chimiques divers, les eaux résiduelles non épurées générées par 30 millions d'individus français et anglais, les émissions de plutonium et de tritium en provenance des centres de retraitement de La Hague, Thorp, Dounreay et Sellafield. Dans le passé, plus que la mini-campagne lancée chez nous

après le naufrage en date du 16 mars 1978 au large de Portsall du pétrolier libérien *Amoco Cadiz* (230 000 tonnes de brut se répandirent sur 350 kilomètres de côtes bretonnes), Shell avait subi l'une ou l'autre rétorsion en raison de son implantation en Afrique du Sud durant le régime d'apartheid ; mais ses dirigeants, flairant les bouleversements, se rapprochèrent des opposants. Aujourd'hui, le troisième trust mondial (toutes branches confondues après General Motors et Ford) encaisse les dividendes... Mais Greenpeace voulait absolument éviter un précédent : l'engloutissement dans un avenir proche d'autres installations off-shore obsolettes. Elle avait dépêché sur les lieux trois bateaux, l'*Altaïr*, le *Moby-Dick* et le *Solo*. Après moult péripéties et manœuvres de diversion, deux de ses membres atteignirent, le 16 juin, le sommet de la tour flottante en sautant de l'hélicoptère qui les avait approchés au maximum. Les canons à eau équipant le *Rembas* et le *Torbas*, protégeant avec le *Grampian Pride* le remorquage du *Brent Spar*, expulsèrent six tonnes de liquide à la minute. Au propre comme au figuré, ces écolos-là « se mouillent ». L'arrivée dans les parages d'un bâtiment de la Royal Navy ne les dissuada pas.

deux minutes la sirène. A l'horizon, un magnifique arc-en-ciel... Pour Knut, le mécanicien, « cela prouve que le peuple, s'il se montre solidaire, peut changer quelque chose. » L'équipage arrosa une victoire qui requinquera, en consolidant sa crédibilité, l'« entreprise » dont le fonctionnement interne ne brilla pas toujours par sa transparence et un esprit démocratique très déguisé. Je tire ces dialogues du reportage *50 jours sur le bateau de Greenpeace*, diffusé le 22 juin par l'ARD, la première chaîne allemande. Birgit Tofall, de l'antenne régionale à Hambourg, participa à l'odyssée et rendit, à partir du 12 juin, régulièrement compte sur l'évolution des événements dans le *Magazine du matin* dans l'émission spéciale *Brennpunkt* du 14 juin. Enième illustration que la conscience quant aux questions afférentes à l'environnement dépasse largement en Allemagne les cercles militants et que des médias, en particulier les télévisions publiques (vertigineux contraste avec notre paysage audiovisuel français dont les « stars » rivalisent de révérences à l'égard des potentats de toutes obédiences !), se soucient d'informer objectivement les citoyens. Plusieurs journalistes ironisèrent sur cette coalition anti-Shell unissant pour l'occasion l'ultra-droitière CSU de Bavière, les libéraux du FDP, les sociaux-démocrates... aux Grünen, à l'Église protestante et à différentes associations, sans oublier le chancelier Helmut Kohl qui toucha un mot à son homologue britannique John Major, lors du sommet du G7 à Halifax, du 15 et 17 juin. Plus aisé de ne plus acheter (provisoirement !) de carburant chez un fournisseur que d'adopter par exemple des mesures adéquates en cas de forte concentration d'ozone troposphérique (interdiction de circuler pour les véhicules non équipés de pots catalytiques, limitation de vitesse...). Dans l'Hexagone, on n'en parle pas ou peu, selon l'adage « pour qu'un problème n'existe pas, il suffit de ne pas l'évoquer ».

« Loin des yeux de l'Occident »

Le journal étranger du ZDF, la seconde chaîne germanique, projeta le 12 juin un film saisissant quant aux conséquences désastreuses de l'exploitation depuis 1958 par Shell de gisements pétroliers au Nigeria, sur le territoire de la peuplade Ogoni. Les indigènes, qui se nourrissaient de la pêche et de l'agriculture, vivent à présent dans le dénuement le plus total sur un sol contaminé, jadis si fertile. En 1990, Shell retira ses

collaborateurs et ferma ses raffineries. Le général Sani Abacha, qui s'empara du pouvoir le 17 novembre 1993 alors que les sociaux-démocrates avaient remporté les élections législatives, déclara le territoire « zone militaire ». Journalistes et organisations de défense des droits de l'Homme y sont interdits de séjour. En juin 1994, l'écrivain Ken Saro-Wiwa, lauréat en 1993 du prix Nobel alternatif (1), fut arrêté. Il rejette, avec Amnesty International, l'accusation de quatre meurtres formulés contre lui. 2 000 Ogonis seraient morts, « loin des yeux de l'Occident », comme le chantait Daniel Balavoine, des suites des pollutions ou sous les coups de l'armée nigérienne... L'écologie et le respect des droits de l'Humain me semblent d'autant plus indissociables que très souvent tyrannie et « écocide » vont de pair.

Prochain champ d'intervention pour Greenpeace : Mururoa, avant la reprise des essais nucléaires décidée le 13 juin par Jacques Chirac (2). Le *Rainbow Warrior II* quitta, le même jour, avec 22 personnes, le port Auckland où, le 10 juillet 1985, les services secrets français (3) perpétrèrent un attentat contre le chalutier premier du nom. L'homme qui périt noyé s'appelait Fernando Pereira, photographe néerlandais d'origine portugaise. ♦

RENÉ HAMM

(1) La fondation Right Livelihood Award du Suédois Jakob von Uexküll décerne depuis 1980 les prix Nobel alternatifs.

(2) L'annonce du chef de l'Etat, qui déclencha notamment l'ire des peuples et gouvernants du Pacifique Sud, ne saurait occulter la politique militariste méditerranéenne. Entre le 8 juillet 1981 et le 15 juillet 1991, le « sphinx » élyséen fit procéder à 95 tirs souterrains (89 à Mururoa, 6 à Fangataufa ; enveloppe globale : 50 milliards de francs), sans soulever de tempêtes de protestations, ni de velléités sérieuses de boycott à l'encontre des produits *made in France* !

(3) Dominique Prieur eut les honneurs de *Bouillon de Culture* le 9 juin sur France 2. Dans *Charlie Hebdo* du 14 juin, Charb sous-titra son papier : « Apologie du crime chez Pivot ».

Rectificatif

Dans l'article de René Hamm, « Septième art - Avant le film, un spot de propagande » (ML n° 1006 du 29 juin 1995), il fallait lire : « couronné le 28 mai à Cannes » (et non le 29). Précisons que Barry Myers a mis en scène la pub pour l'Aérospatiale, dont il est question dans l'article.

Hors-série n° 4, été 95

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Singulière coalition

Le mardi 20 juin, grâce à la dextérité de Paula Huckleberry, une vétérante du Viêt-nam, l'engin à rotors rouge dont seulement un moteur fonctionnait amena, en dépit d'un moteur défectueux, un autre duo sur la plate-forme. Sur l'*Altaïr*, un océanographe contacta par radio le « camp adverse » : « Vous tractez une bombe à retardement toxique... Je vous conseille d'alerter vos mandants de Shell. La publication de nos documents fera grand bruit !... »

18 h 10 : le capitaine Jon Castle fit retentir durant

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

**Il faut encore
160 000 F
pour un local ML
et un studio RL**

(chèque à l'ordre de DMC,
à adresser à la librairie
du Monde Libertaire)

Contre le gri-gri de la gauche rénovée !

Pour l'action directe des travailleurs !

AU LENDEMAIN de deux importantes élections constitutives du système de démocratie parlementaire, nous ne sommes pas plus avancés quant à notre situation quotidienne. C'est que les logiques politiques en œuvre dans la société ne dépendent pas de la couleur du chef de l'Etat ou de l'enracinement du nouveau maire du coin. Les élus n'ont pratiquement aucune influence sur la guerre économique que se livrent les capitalistes pour la conquête de parts de marché planétaire.

Concrètement, les patrons cherchent à diminuer systématiquement la masse salariale et à disposer d'une main d'œuvre maléable et corvéable à merci, selon les besoins conjoncturels de production. Chirac et Juppé ne veulent que les aider, en privatisant et précarisant de plus en plus de salariés. De même les législations répressives vont se développer pour briser toute tentative de résistance sociale (projets en cours : jeunes délinquants, droit de grève, immigration...).

Y aura-t-il amnésie politique à gauche ?

Conscients de cette perspective, nombre d'électeurs ont, par réflexe anti-droite, voté Jospin en espérant que cela pourrait peut-être servir de gri-gri pour conjurer le mauvais sort. Le Parti socialiste en profite pour agiter ses 47% d'électeurs comme signe et preuve de sa capacité à représenter les espoirs des salariés, en croisant les doigts pour qu'on oublie ses responsabilités et son rôle dans la situation actuelle.

L'amnésie politique est par ailleurs plus ou moins entretenue par nombre de militants et d'organisations de gauche et d'extrême gauche (reconstructeurs, rénovateurs, trotskystes de la LCR, Verts, divers « ex-déçus du socialisme » qui se prennent à en redemander), ainsi que par nombre d'associations à caractère humanitaire et social.

L'explication de cette tentative de « négationisme » est à chercher dans l'urgence qu'il y aurait à « refonder la gauche », à la régénérer sous prétexte que la bête immonde — le FN — est aux portes de nos cités. C'est émouvant, mais pas convaincant pour deux sous, et ne saurait être en aucun cas une raison pour se laisser aller à une quelconque panique amnésique. Il faudra bien faire le bilan politique de l'action et de la fonction de la gauche dans la logique répressive de l'Etat, dont le FN n'est qu'un des éléments.

A ma connaissance, les sbires de Le Pen n'ont pas eu de responsabi-

tés gouvernementales qui ont amorcé l'éclatement du système de protection sociale, qui autorisent les capitalistes à s'en mettre plein les poches pendant que des centaines de milliers de personnes sont condamnées à vivre avec le RMI, n'ont pas eu à voter aucun des textes législatifs qui permettent d'expulser et de criminaliser les immigrés...

Il faut bien comprendre que faire l'impasse sur ces faits nous condamne à l'impuissance politique et maintient les conditions qui nous conduisent de plus en plus à une sorte de dictature démocratique.

Action directe contre médiateur politique !

Dans le même temps, nous savons que la critique et la résistance aux projets capitalistes et étatiques commencent à exister. Le nombre de conflits sociaux portant sur des revendications salariales et l'opposition aux licenciements se multiplient, mais crèvent parfois de par leur isolement, leur manque de coordination.

Un exemple, parmi des dizaines d'autres : ELF-ATOCHER, en banlieue lyonnaise : 800 des 1 200 salariés sont en grève depuis trois semaines pour 1 000 F d'augmentation et l'embauche de 50 personnes précaires. Que font les confédérations syndicales ?

Malgré cela, de nombreuses grèves ont imposé au patron des améliorations non négligeables.

L'idée de développer des réseaux de collectifs de quartier pour répondre aux expulsions de locataires, de personnes en situation dite « irrégulière », pour répondre aux agressions racistes, aux attaques de commandos anti-IVG... a déjà, dans plusieurs villes, une petite réalité. Il est vrai que les situations et les pratiques varient selon les rapports de force locaux et les idées qui animent celles et ceux qui prennent l'initiative, mais les faits sont là et sont têtus.

En clair, il semble bien qu'une action collective des classes sociales qui subissent de plein fouet les restructurations commencent à s'organiser, tant sur le terrain de l'action économique dans les entreprises que sur le terrain de l'action sociétaire, dans les communes ou les quartiers.

Aucun anarchiste ne peut rester indifférent à cette émergence de résistance sociale. En effet, nous retrouvons là les axes d'interventions « traditionnels » du mouvement libertaire : l'entreprise et la commune. De fait, en pleine campagne présidentielle, les revendications sociales ont quitté le terrain électoral. Elles se sont développées et affirmées parce que les grévistes n'attendaient rien d'un quelconque élu (avec, en prime, un taux d'absentéisme record). Cela ne peut pas être le fruit du simple hasard. Il y a

incontestablement une autonomisation des luttes, par rapport aux échéances électorales.

La gauche a toujours développé l'idée que le débouché naturel des revendications se trouve dans le vote, et qu'elles ne peuvent trouver d'aboutissement que dans le contrôle de l'appareil d'Etat par les élus. Cette dépendance des luttes économiques est remise en cause depuis plusieurs mois.

L'idée fait son chemin que seule l'action directe des exploités s'organisant de manière autonome peut permettre de satisfaire les revendications économiques et sociales.

Pour une dynamique sociale d'action directe des travailleurs !

L'enjeu de la prochaine rentrée sociale sera sans aucun doute de savoir si ces mouvements vont continuer à se développer en s'affirmant toujours plus indépendants des perspectives électorales ou si la stratégie de recomposition de la gauche va être en capacité de contrôler et de détourner cette aspiration à l'autonomie du monde salarié.

Le PS a pris la mesure du danger et accélère son repositionnement avec un discours construit sur la démocratie locale, l'entreprise citoyenne (?), la politique autrement (?), et s'aventure même à suggérer que des comités de quartier peuvent avoir un intérêt !

Il faut s'attendre à quelques initiatives spectaculaires tendant à créer une sorte de dynamique unitaire autour de thèmes tels que l'antifascisme, l'avortement, l'emploi, la laïcité, le logement... Il y a de l'agit-prop dans l'air.

Ce contexte ne va pas toujours nous rendre la tâche facile du fait que les rapports de force militants ne jouent pas en notre faveur. Néanmoins, nous pourrions intervenir de manière concrète dans certains collectifs existants ou à naître, en appuyant sur différents axes :

— rappeler que l'expérience récente nous a appris que la droite et la gauche au pouvoir, cela revenait au même pour les exploités. Et qu'il ne faut compter que sur nos luttes et nos capacités propres ;

— appeler au contrôle du fonctionnement des collectifs ou comités de grève pour que les revendications et les actions soient déterminées par les militants, avec des délégués mandatés sur des points précis, révocables à chaque instant ;

— favoriser la circulation des informations, des pratiques existantes et des analyses élaborées par ailleurs.

la difficulté pour la gauche va être de mobiliser et d'entretenir une contestation qui ne puisse pas lui échapper. Elle va donc parler de comités de quartier, voire d'auto-organisation, mais du discours à l'implication réelle il y a un abîme qu'il va lui être difficile de franchir sans risque.

Selon les situations, nous devons être capables d'impulser notre propre dynamique ou travailler en concertation avec d'autres forces sociales.

Dans tous les cas, nous devons nous engager résolument à créer les conditions d'une dynamique sociale d'action directe. ♦

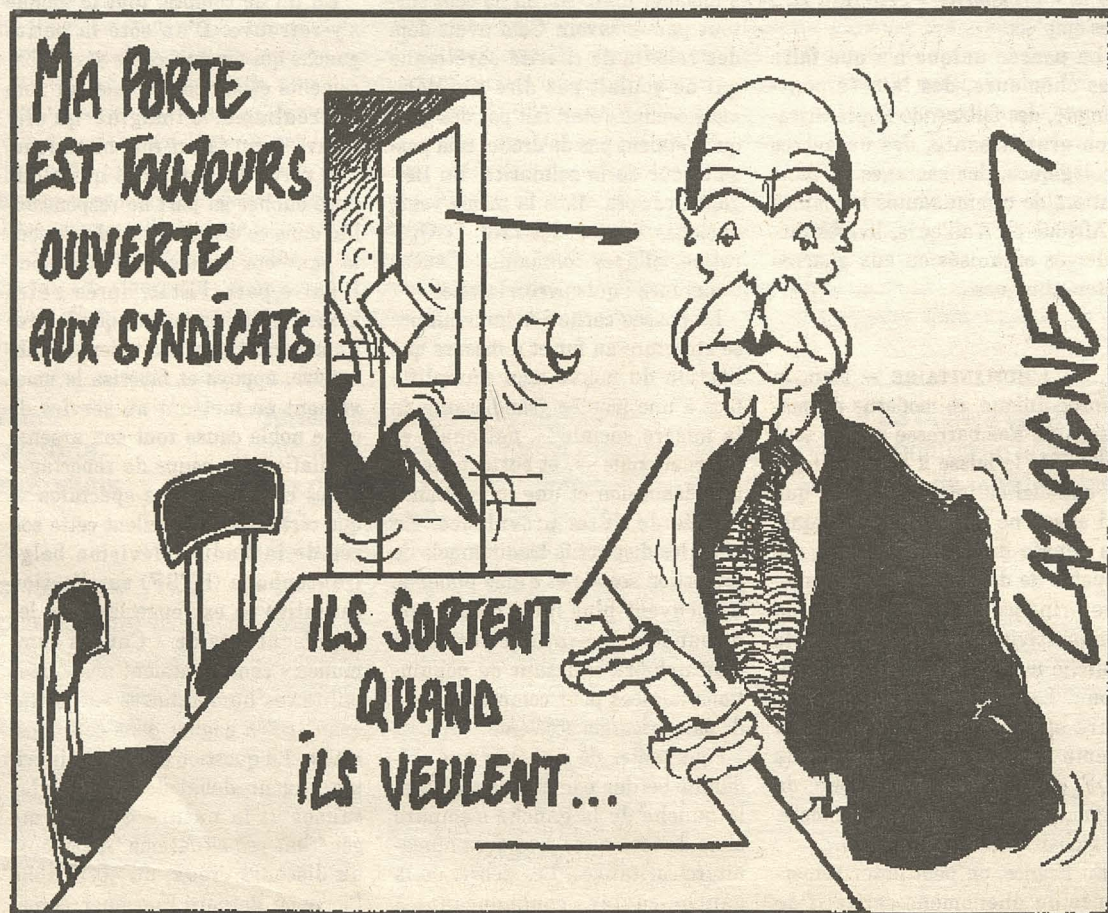
BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

TÉLÉ SÉLECTION

« Terres d'asile »
(le droit d'asile
du XIX^e siècle à nos jours)
un film d'Axel Clévenot
en trois épisodes sur FR3
(après le dernier journal)

premier épisode
mercredi 19 juillet
« Les proscrits »

deuxième et troisième
épisodes
samedi 22 juillet
« Les indésirables »
suivi de
« Vos papiers »



De la pensée unique et de l'humanitaire caritatif de gauche

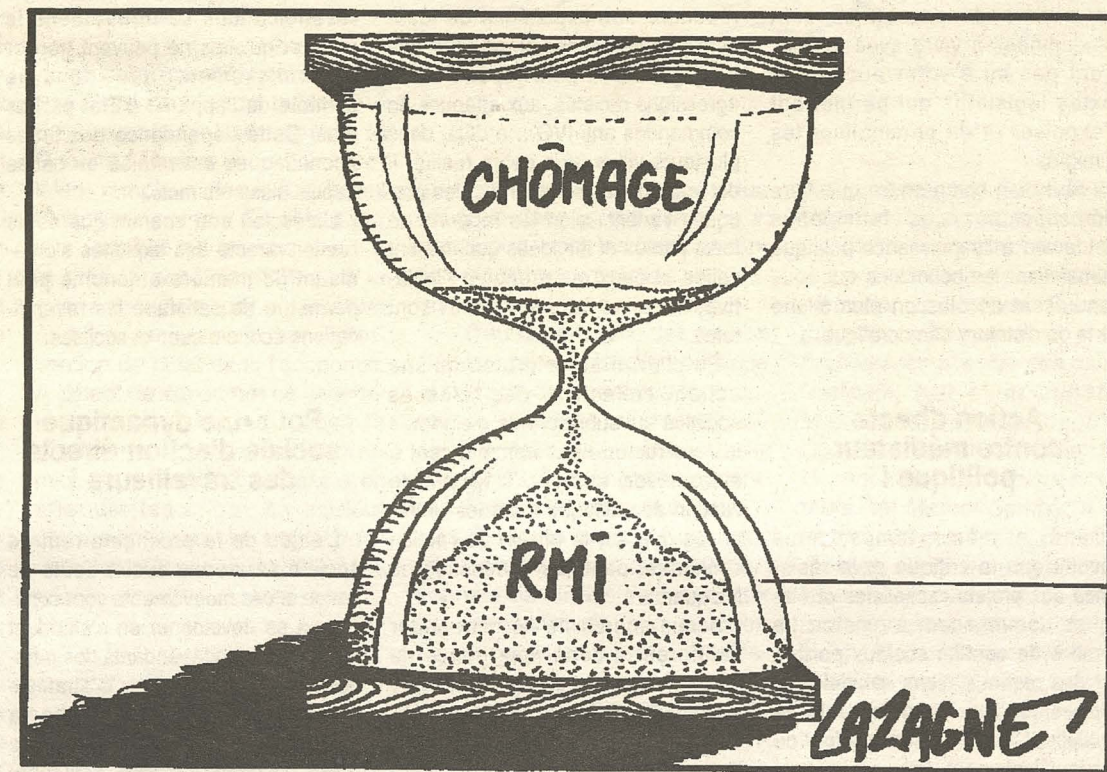
D EPUIS VINGT ANS qu'il se dit en crise, il a bien fallu que le capitalisme élabore une justification et une argumentation lui permettant de faire avaler la pilule aux millions d'individus qui, de par le monde, souffrent et sont exploités, toujours plus.

Pour cela, il lui a fallu élaborer une nouvelle variante à l'idéologie de domination, dans le but de la relégitimer. Partant du principe qu'une logique de domination ne tire véritablement son efficacité qu'à partir du moment où elle est totalement acceptée par la masse des dominés. C'est ainsi qu'a été élaboré, sous couvert de pragmatisme, l'économisme, ou la dimension indépassable de la loi du marché.

Tout un système de pensée a été bâti autour de ce principe. Tous les décideurs ne jurent que par lui, et dans ce cadre tout doit s'articuler autour de la compétition, de la performance, de la rentabilité. La « main invisible du marché » a la prétention de réguler harmonieusement les rapports entre les individus. L'Évangile de la compétitivité se réduit à quelques idées simples : « nous » sommes engagés dans une guerre économique sans merci à l'échelle du marché mondial. L'ennemi, c'est les autres. Notre arme : la concurrence. L'objectif : la survie à tout prix... et, bien entendu, l'extermination de l'ennemi.

LA PENSÉE UNIQUE... — La survie passe donc par la compétitivité. Hors d'elle point de salut, pas de croissance, pas de bien être économique et social, pas d'autonomie. L'angoisse : l'asservissement à plus fort que soi, avant la disparition totale.

Ce nouveau système d'aliénation inhibe, asservit et dénature toute pensée critique, au nom du réalisme et du pragmatisme. C'est l'avènement de la pensée unique. Que recouvre-t-elle exactement ? C'est en gros la traduction idéologique de la prétention universelle du capitalisme à être le seul, le meilleur et le plus adapté des systèmes à assurer le bonheur de l'humanité. Les tenants de ce système essaient de convaincre la grande masse des gens qu'ils oppriment que le capitalisme se réalise pleinement dans l'Etat : fonctionnement naturel d'une société harmonieuse, loin des idéologies aventuristes de la « politique ». Dans les faits, le système



capitaliste se vit comme apolitique : l'économie l'emporte toujours sur le politique. L'économie est le moteur de l'existence et du développement de l'humanité. Elle ne doit pas s'embarrasser du social, sorte de gangrène pathétique, stérile et dérangeante qui serait cause de régression des taux de profit et donc de la « prospérité » générale et... des emplois.

La pensée unique n'a que faire des chômeurs, des laissés-pour-compte, des faibles, de la précarisation grandissante, des désastres écologiques, des saccages de pans entiers de communautés humaines d'Afrique ou d'ailleurs, livrées aux pillages organisés ou aux guerres inter-ethniques...

...ET L'HUMANITAIRE — Non, la pensée unique, ce moderne dogmatisme, ne s'embarrasse pas de tout cela. Elle le laisse à l'humanitaire — national ou international — qui, lui aussi, ne fait pas de politique. La pensée unique économique est capable de développer un discours, des principes : la concurrence, la compétitivité, le libre échange, le marché mondial, la déréglementation... La pensée unique humanitaire et caritative procède de la même manière. Elle parlera de SDF, d'exclus, de libéralisme, de régulation, de nouvelle citoyenneté, de globalisation de l'économie...

En France, on peut dater l'émergence du phénomène caritatif de

gauche, avec l'apparition sur la scène médiatique de la grande pauvreté, au cours de l'hiver 84-85, avec l'arrivée des « Restos du Cœur » de Coluche. Comme le disait la chanson relayée par toutes les télé : « On te parlera pas du grand soir, mais on te donnera à bouffer ». Pourquoi certains en étaient arrivés à mendier un repas, on ne veut surtout pas le savoir. Cela avait déjà des relents de charité chrétienne qui ne voulait pas dire son nom, mais comme c'était fait par des gens qui n'étaient pas de droite, cela passait pour de la solidarité. En Belgique, ce sera, dans la même veine quelques années plus tard, l'« Opération villages roumains - Causes communes » qui ouvrira la voie.

La pensée caritative humanitaire se structure au fur et à mesure que l'action du même nom s'amplifie face à une montée grandissante de la misère sociale — nationale et internationale —, et surtout face à une démission et une impuissance avérée de l'Etat providence. En effet, les dispositifs traditionnels de protection sociale et d'aide publique ne peuvent plus faire face à une demande exponentielle résultant d'un nombre croissant de populations laissées pour compte, en voie de paupérisation accélérée.

Pour tenter de regagner une crédibilité perdue par trop de trahison, la gauche de la gauche s'empare alors de toutes ces pratiques humanitaires-caritatives. Les débris de la gauche-caviar commencent à

s'investir dans tout ce qui tourne autour des replâtrages humanitaires. L'analyse sociale critique cède le pas à l'émotionnel le plus larmoyant. On psalmodie les droits de l'homme et la « nouvelle citoyenneté » en glissant sous la table la dénonciation des racines des maux que l'on prétend combattre.

En fin de compte, tout le monde s'y retrouve. D'un côté la petite gauche qui vivait entre ses renoncements et ses compromis, au nom du réalisme, s'imaginer qu'elle trouve enfin là un rôle historique, une sorte de légitimité qui allait faire oublier sa part de responsabilité dans ce désastre social que sont la pauvreté massive et l'exclusion. D'autre part, l'Etat, après s'être assuré, en la finançant, que la pratique caritative n'avait rien de subversive, appuya et favorisa le mouvement en mettant au service de cette noble cause tout son arsenal médiatique, à coups de reportages chocs et d'émissions spéciales — que certains se rappellent cette soirée de la Radio télévision belge francophone (RTBF) sur l'action caritative en ex-Yougoslavie où les représentants de « Causes communes » chouchoutaient nos « bons militaires humanitaires »... L'Etat avait tout à gagner dans cette opération. La question sociale était évitée : aucun débat de fond sur les causes et la nature du système générant ces situations. Au mieux, un discours creux, du style abbé Pierre ou Bernard Kouchner, culpa-

bilisant ceux qui ont un toit, ceux qui ont un travail, ceux qui vivent « en paix et en démocratie » et qui ne veulent pas partager.

L'HEURE DES LOBBIES — L'Etat peut se désengager en douceur, passant le relais aux lobbies caritatifs qui récupèrent au passage un maximum de fric par le biais d'opérations à grand spectacle ou de subventions européennes.

La charité est devenue une valeur quasi-obligatoire. Celui qui refuse de donner passe pour un monstre d'égoïsme. Les grandes entreprises l'ont très bien compris en développant un mécénat caritatif permettant de redorer une image mise à mal par les licenciements provoquant à terme cette pauvreté.

Les Etats « démocratiques » y vont aussi de leur poche, tentant de masquer leurs responsabilités criminelles (Rwanda, ex-Yougoslavie...) par l'écran de fumée de la charité humanitaire.

Nous vivons l'ère de l'humanitarisme apolitique, fait de consensus et de bonne conscience, où les réponses apportées ne seront jamais les bonnes tant que ne sera pas remis en cause les bases mêmes du système générant ces crises sociales.

Pour asseoir leurs pratiques et les faire accepter par tous, le lobby caritatif a dû mettre en place un certain type de discours et de concepts. La pensée unique caritative était née.

PETIT LEXIQUE — *Société duale*. En voilà un concept qu'il est beau ! Expression voisine : société à deux vitesses. Très employée à la fin des années 80 par nombre de sociologues, bureaucrates syndicaux, travailleurs sociaux et même ministres !

Approche simpliste et réductrice, vidée de tout contenu dialectique, donnant la vision d'une société inégalitaire certes, mais préférant ignorer la nature du système générant ces inégalités. Ce concept propose une lecture de la société se divisant en deux : ceux qui vivent bien et les autres... qui vivent mal. Cela renvoie à une logique de normalité. L'idéologie dominante impose un modèle d'intégration basé, comme il est dit plus haut, sur des valeurs de réussite. Ceux qui n'ont pas réussi sont les perdants ; les pas-de-chance, les incapables, les losers. Jamais il ne sera sous-

entendu dans ce concept que toutes ces populations de laissés-pour-compte ne sont que la résultante d'une exacerbation de la lutte de classes. Parmi ceux que l'on considère comme vivant bien, on ne fait pas la différence entre exploités et exploités. Aucune référence d'appartenance de classe n'est faite. On ne distingue pas le petit fonctionnaire garanti dans son emploi, vivant à crédit, ayant peu de risque de glisser dans l'exclusion, et le PDG d'une grande entreprise ; ils sont tous deux considérés comme « inclus » en opposition aux exclus dont on nous rebat les oreilles depuis près de vingt ans.

L'exclusion : terme repris pour qualifier la situation croissante de nombre d'individus. Selon la définition stricto sensu du dictionnaire, exclure consiste à renvoyer, à retrancher quelqu'un d'un lieu institué, d'une entreprise, d'une école, d'un parti, d'un syndicat. C'est être *en dehors de*. Le nouveau vocabulaire politique du lobby caritatif de gauche sous-entend une exclusion du monde du travail, donc de la société, puisque n'ayant plus de travail, on perd très vite le reste : sa santé, son logement... Cette vision est comme la précédente, simpliste et réductrice. Il serait peut-être plus judicieux de parler de disqualification sociale. Les victimes de l'exclusion sont peut-être des exclus du monde du travail, mais ils existent toujours en tant qu'individus, et en tant que consommateurs. Ils ont simplement été déplacés vers le bas de l'échelle de la hiérarchie sociale. Ils sont toujours dans la société, même si leur place est loin d'être enviable. Bien entendu, comme pour le concept précédent, toute responsabilité est escamotée ; on dira sur un ton fataliste que c'est la faute à la société. On évitera d'aborder les véritables raisons de cette disqualification sociale. On taira pudiquement les raisons qui ont amené l'entreprise au licenciement. On ne parlera pas des huisseries, grands défenseurs de la propriété privée — pilier de la démocratie parlementaire —, qui auront procédé à l'expulsion d'un logement dont le loyer n'est plus payé. Toutes ces raisons amèneraient à parler politique, à quitter la neutralité bienveillante et charitable, et de ça, le lobby caritatif ne veut pas. Celui-ci, soyons honnêtes, peut néanmoins arriver à se radicaliser dans son discours, ne serait-ce que pour faire face, diriger, intégrer et en fin de compte dénaturer des pratiques se voulant subversives. L'exemple le plus flagrant a été, ces derniers mois, la récupération des luttes liées au logement des sans-abri.

Le lobby humanitaro-caritatif s'est situé non plus cette fois sur un registre de neutralité politique matiné de charité, mais clairement dans une logique revendicative.

C'est ainsi qu'est apparue la notion de droit : droit au logement, droit au travail, droit à la santé, droit à la citoyenneté...

Le concept de revendication d'un droit renvoie à une logique de statut, de locataire, de travailleur, de malade, de citoyen ; comme si l'individu n'était que la somme de différents statuts qu'il conviendrait d'améliorer par la revendication.

Charité judéo-chrétienne et revendication social-démocrate

— Le croisement et la complémentarité de deux idéologies apparaît au grand jour : d'une part, l'idéologie judéo-chrétienne, avec son mode opératoire, la charité, d'autre part, l'idéologie social-démocrate, donc réformiste, avec son arme de prédilection, la revendication.

L'alliance de ces deux idéologies s'inscrit dans une logique de réparation de quelque chose qui fonctionne mal, la société capitaliste, mais que l'on ne remet jamais en cause fondamentalement (pensée unique économique).

Il apparaît nécessaire de modifier certains aspects de cette société, ses défauts les plus flagrants, les plus dérangeants, ceux qui heurtent la bonne conscience collective. Le moyen : intervenir sur les dysfonctionnements les plus criants dans un esprit de réforme. L'objectif : une société corrigée et plus consensuelle. Pour cela, il faut revendiquer des droits, en conquérir de nouveaux, préserver ceux qui sont « acquis ». Le tout, sans bousculer les piliers de l'ordre établi : la propriété privée, la domination de classe, la démocratie représentative et la délégation (déresponsabilisation) de pouvoir. On nous concède le droit de contester, de manifester, de revendiquer, mais dans un cadre précis, qui ne remet pas en cause les fondements du système.

ET NOUS, LÀ DEDANS ? — Nous n'avons rien à voir avec les débris d'une gauche qui cherche désespérément à se recomposer à coups de revendications, qui se refuse à remettre en cause les fondements mêmes de ce système. Le discours qu'elle utilise — vidé de contenu de critique sociale et donc de sa charge subversive — ne doit pas nous leur sur les intentions et les tentatives de récupération qu'elle ne manquera pas de faire. Ce discours pourra parfois avoir l'apparence séduisante, novatrice, à la limite crédible, parce que généreux. C'est au moment où il se confrontera à la pratique et à la réalité d'une véritable lutte sociale que les masques tomberont. Ce verbiage n'apparaîtra que pour ce qu'il est : le pendant humanitaro-caritatif de la pensée unique économique.

Ces deux discours ont au moins un point commun, ils cherchent, chacun à leur manière, à nous faire admettre la justesse et la légitimité d'un ordre social, politique, économique que, jamais, nous ne cessons de combattre. ♦

BABAR
(gr. Alternative libertaire - Bruxelles)

N.B. : texte librement et largement inspiré d'un texte de Patrick, paru dans *Courant alternatif* de mai 1995 (Egrevore, BP 1213, 51058 Reims cedex). Merci à lui.

De la nécessité du travail de mémoire pour retrouver et défendre notre identité

NOUS SOMMES ENTRÉS dans une ère de confusion extrême. Si, pour des raisons distinctes, les illusionnistes du marketing politique haut de gamme, d'un côté, comme les agités de la « révolution permanente », de l'autre, ont quelque intérêt à l'entretenir ou à la nier, il serait grandement dommageable que, pour combattre les premiers, nous devenions à notre tour le refuge des porte-parole de l'embrouillamini des seconds, dans lequel notre identité risque de se noyer. La méconnaissance théorique qui accompagnait nos premiers pas militants, cette nébuleuse sympathie qui était alors la nôtre pour les idées libertaires confondues trop souvent avec un simple état d'esprit ou une manière de se comporter, n'avaient pas trop d'importance dans une organisation ou, plus largement, dans un mouvement qui n'a jamais exigé de ses adhérents un examen d'entrée.

Dès lors où cet engagement se distinguait de la crise adolescente prolongée, qui consiste à effrayer papamaman avant de regagner le luxueux milieu d'origine, dès lors où un peu de modestie et d'honnêteté vous faisaient vite comprendre que bien des choses restent toujours à apprendre, ces lacunes, il convenait simplement alors de les combler. Par un travail personnel, d'abord, tant l'enrichissement individuel — militantisme ou pas — demeure une tâche essentielle pour tout homme enclin à mettre en avant notre philosophie anarchiste. Par l'incontournable apport extérieur, ensuite, à travers l'écoute, la lecture et la fréquentation de ces compagnons riches de connaissances et d'expériences, présences trop discrètes pour les uns, grandes gueules dérangeantes pour d'autres, peu importe. A ce titre, celui qui s'exprime ici peut bien rendre un petit hommage en passant, pour ce qu'il leur doit dans ce domaine, aux Jean Barrué, Gaston Leval, Maurice Laisant, Maurice Joyeux ou Paul Chenard.

S'il appartient bien sûr à chacun de préférer l'ignorance ou le savoir approximatif fait de slogans réducteurs passe-partout, ni cette ignorance ni ce savoir approximatif ne furent jamais présentés comme des qualités dignes de respect. C'est assurément là, aujourd'hui, que le bât blesse...

Jamais sans doute, en effet, cette méconnaissance, cet oubli ou parfois même ce mépris avéré pour ce qui constitue les fondements mêmes de notre riche pensée libertaire n'ont été



aussi manifestes chez ceux qui, près de nous et parfois parmi nous, prétendent s'exprimer en son nom, comme jamais sans doute, non plus, la salutaire, urgente et vitale réaction face à ce désastre politico-culturel ne s'est autant fait attendre.

Quinze années d'anesthésie mitterrandienne et de totale démobilité, une vague toute-puissante de crétinisation télévisuelle et sportive, une rage de consommation imbécile et polluante ont plongé la population dans une dangereuse torpeur que rien ne semble venir réellement troubler. Mais le phénomène ne se limite hélas pas à la masse amorphe de ceux qui attendent bêtement les consultations électorales pour exercer leur « responsabilité ». Parmi ceux qui « bougent », si l'on évacue d'emblée la descendance bavarde des écoles politiques classiques, soucieuse de faire carrière comme ses aînés, force est de constater que le charabia domine, dont nous ne savons pas toujours, avouons-le, nous dégager.

Victimes de la formidable propagande larmoyante des droit-de-l'homme, d'une part, le risque nous guette, sous couvert de l'urgence à « faire quelque chose », d'oublier que tout se bâtit sur de solides fondations, en l'occurrence la radicale originalité des propositions anarchistes qui doit sous-tendre toute action et qu'il convient de mettre constamment en exergue, surtout lorsque des petits malins nous disent que l'heure n'est pas aux discours. L'oublier, c'est aller grossir les rangs des fantassins de l'humanitaire pour une douteuse efficacité, car pour une horreur terminée, dix de retrouvées.

D'autres dérives, peut-être plus menaçantes, résident, en premier lieu, dans ce nivellement par le bas qui nous entraîne et nous enlève dans une confuse tolérance envers une nébuleuse politiquement analphabète, pour

qui Nique Ta Mère ou la « philosophie » de *Charlie Hebdo* valent mieux que trois lignes de Bakounine sur la liberté ou un moment de silence pour réfléchir. Ensuite, cette incroyable et périlleuse tendance aux relations supposées plus recommandables avec les composantes multiples du camp révolutionnaire, au seul prétexte qu'une identité anticapitaliste radicale déclarée suffirait pour que nous soyons proches. Cette indulgence équivoque qui même à l'unification insidieuse des pensées n'est pas seulement stupide, elle est surtout un assassinat en règle de notre mémoire et de ceux-là qui, justement, au prix de leurs espoirs et de leur vie, nous ont appris à reconnaître tous nos ennemis.

Retrouver notre identité qui s'effiloche, résister à la bête agressive et à l'analphabétisme vaniteux, lutter contre la perte de la mémoire en se la réappropriant nous permettra de provoquer et de tenir le débat sur tout et avec tous, à condition de savoir effectivement qui nous sommes. Ni la démagogie haineuse ni les fonds de poubelles du gauchisme reloué ne nous permettront d'aborder avec sérénité les temps difficiles qui s'annoncent. ♦

FLORÉAL

Pour savoir qui nous sommes

Proudhon : *Qu'est-ce que la propriété ?*, *De la capacité politique des classes ouvrières* (2 vol., 15 F l'un).
Kropotkine : *L'Entraide* (60 F), *L'Ethique* (épuisé), *La Conquête du pain* (épuisé).
Bakounine : *Dieu et l'Etat* (25 F), *Etatisme et anarchie* (150 F).
Stimer : *L'Unique et sa propriété* (160 F).
Fernand Pelloutier : *Histoire des Bourses du travail* (42 F).
James Guillaume : *L'Internationale* (2 vol., 150 F l'un).
Voline : *La Révolution inconnue* (145 F).
Gaston Leval : *Espagne libertaire 36-39* (60 F), *L'Humanisme libertaire* (épuisé).
Jean Barrué : *L'Anarchisme aujourd'hui* (épuisé).
Maurice Joyeux : *Souvenirs d'un anarchiste* (120 F), *L'Anarchie et la société moderne* (25 F).
Histoire du mouvement anarchiste (Les Dossiers de l'histoire) (12 F).
La Rue, numéros spéciaux *Anarchie* et *Marxisme-anarchie* (épuisé).
N.B. : les ouvrages épuisés peuvent être consultés à la bibliothèque de l'Union régionale parisienne (cf. la rubrique « Rendez-vous », p. 9).

DROIT D'ASILE : UN SYNDICALISTE EMPRISONNÉ

Pierre Fauré, responsable syndical CGT à EDF-Montpellier, a été mis en examen par le juge Le Vert pour « association de malfaiteurs en association avec une entreprise terroriste » et incarcéré depuis le 12 juin à Fresnes. Comme Alexis Corbières (cf. ML 1006, 29 juillet 1995), il est accusé d'avoir hébergé des réfugiés basques. Le groupe FA de Montpellier appelle à le soutenir.

Vous pouvez, dès lors, lui écrire à l'adresse suivante : **Pierre Fauré, n° d'écrou 854199, cellule 198, 2^e division, Centre pénitentiaire, 1, allée des Thuyas, 94261 Fresnes cedex.** Une pétition sera disponible, dans le courant de l'été, à la librairie du Monde Libertaire.

FÊTE DU TEMPS LIBRE

8 - 9 juillet

Centre des expositions
de Montreuil

(M° Mairie-de-Montreuil)

« Écologie et Temps »

Maison de toutes les Chimères
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
Tél. : 43.48.74.20

PANORAMA DE LA CONDITION FÉMININE

Les femmes... si vous saviez !

« **P**ARTOUT, l'homme souffre dans la société maudite ; mais nulle douleur n'est comparable à celle de la femme », écrivait Louise Michel dans ses Mémoires, en 1886.

Pour mieux comprendre l'actualité de cette phrase écrite il y a plus de 100 ans, il est nécessaire de donner un aperçu de ce qu'il en est aujourd'hui, de notre « société maudite ».

Ricardo Petrella, dans un article du *Monde diplomatique* de mai 1995, brosse un tableau terrifiant de notre monde contemporain avec selon lui : « le retour des conquérants ».

Quand ils ne sont pas complices, nos responsables politiques sont désarmés face à de nouvelles forces obéissant à des impératifs tels que : « libre échange, privatisation, monétarisme, compétitivité, productivité... tous les pouvoirs au marché. »

Ces nouveaux empires économiques et militaires qui ne connaissent ni frontières, ni états, ni cultures fonctionnent en réseaux internationaux.

Ils sont aidés pour des raisons financières par les médias dont le rôle est de rendre l'idéologie conquérante naturelle auprès de l'opinion publique, le tout élaboré par les technosciences et structuré par une technocratie internationale, des managers, des financiers, des scientifiques de haut niveau, tous sortant des mêmes écoles ou universités que les responsables de la sphère privée.

On assiste avec l'abandon des systèmes de contrôle public à un développement de pratiques illégales d'une ampleur sans précédent grâce à la mondialisation des systèmes de production, de transport, d'information, de communi-



Colombie — Femme manifestant contre la violence. Depuis 1986, plus de 20 000 personnes ont été tuées en Colombie pour des raisons politiques. Photo Jenny Matthews.

cation ; grâce également aux privatisations et aux délocalisations à grande échelle, au maintien du secret bancaire et au renforcement des paradis fiscaux.

L'économie mondiale se criminalise : trafic d'armes, de drogue, formes mafieuses de production, évasion fiscale, caisses noires ou doubles ; le tout décuplé par la rapidité des échanges. Ce pillage, cette criminalité se développent dans un climat de violence extrême avec des conséquences qu'on a peine à imaginer, aux dépens de centaines de millions d'individus, suite aux dévastations économiques, sociales, politiques et culturelles qui en découlent.

Ainsi, lors de la 48^e assemblée mondiale de la santé réunie à Genève en mai dernier : « *Le dénuement extrême est la maladie la plus meurtrière du monde... il faut empêcher le monde de sombrer dans une catastrophe sanitaire qui remettrait en question un grand nombre de progrès réalisés au cours de ces dernières décennies dans le secteur de la santé* », a déclaré le docteur Hiroshi Nakajima.

Dans ce contexte terrible, la situation des femmes est particulièrement dramatique.

Pour mieux la percevoir, voici quelques réalités :

- 20% des êtres humains vivent dans l'extrême pauvreté, 50% n'ont pas accès aux soins ;
- 70% des pauvres sont des femmes. 66% des analphabètes sont des femmes.
- sur la planète, les femmes effectuent les deux tiers des heures de travail, payées ou non ;
- elles ne reçoivent que 10% de la totalité des revenus, ne possèdent que 1% des biens ;
- 500 000 femmes meurent en couche chaque année, 200 000 d'avortements clandestins ;

— en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique du nord, des millions de femmes supplémentaires auraient dû naître (sans les infanticides, les négligences et les avortements sélectifs) ;

— en Chine, 1 million de bébés filles est abandonné chaque année ;

— 120 millions de femmes qui le souhaiteraient n'ont pas accès aux contraceptifs ;

— 120 millions de femmes ont le sexe mutilé ;

— 300 000 femmes sont contaminées chaque jour par le virus du SIDA ;

— 25% des femmes des la planète sont victimes de violences dans le couple (14% en France, 80% au Chili et au Pakistan) ;

— aux États-Unis, chaque année, 30% des meurtres de femmes sont le fait de leur compagnon ;

— à l'échelle de la planète, une femme sur 2 000 est victime d'un viol ;

— aux États-Unis, une super production sur 8 montre une scène de viol ;

— des multinationales de la prostitution voient le jour. Des millions de femmes, beaucoup d'enfants essentiellement des pays du sud et de l'est en sont victimes ;

Les dépenses militaires détournent l'argent nécessaire à la santé, à l'éducation et aux services sociaux. On constate un lien direct entre la montée de la militarisation et le redoublement des violences à l'égard des femmes.

Les femmes sont les grandes victimes des conflits armés : Les civils représentent 90% des pertes en vies humaines. Les camps de réfugiés abritent 80% de femmes et d'enfants. Les viols sont programmés comme arme de guerre, de purification ethnique.

Les femmes sont également victimes d'une répression spécifique de leurs activités militantes : poli-

tiques, syndicales, féministes, associatives (meurtres, arrestations arbitraires, tortures, viols, mauvais traitements).

Ce nouvel ordre mondial dévastateur, il faut le souligner, est décidé sans les femmes, omnipotentes des instances de décisions politiques, économiques, financières et médiatiques. Ce sont les « nouveaux conquérants » qui décident de l'allocation des ressources mondiales, définissent les valeurs et les enjeux, déterminent les priorités, déstabilisent les institutions et fixent les règles.

C'est dans de telles conditions que doit se tenir à Pékin en septembre 1995, la quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes.

Selon Amnesty International, qui, dans ce cadre, a lancé une vaste campagne de sensibilisation sur les violences faites aux femmes et pour le respect de leurs droits : « *les gouvernements [...] laissent même entendre [...] qu'ils aimeraient limiter, au lieu de promouvoir, les droits civils et politiques des femmes lors de la conférence de Pékin* ».

De son côté, la FIDH appelle à une mobilisation internationale contre l'offensive obscurantiste et misogyne des intégrismes religieux, pour les droits des femmes.

Parallèlement, au sommet mondial de l'ONU pour le développement social de Copenhague de mars dernier, il a été déclaré : « *l'affranchissement des femmes est essentiel pour assurer l'avenir de l'humanité* ».

Nous nageons en pleine contradiction, en pleine mystification.

Si tous les sommets initiés par l'ONU de Rio à Copenhague et bientôt à Pékin dressent un état du monde, ils apportent peu de solutions.

Au-delà de l'absence d'engagements financiers des États, il n'est hélas ! question que de mesures d'assistance et d'attente.

Les modèles de développement, les politiques d'ajustement structurel sont peu remis en cause. Comment s'en étonner, l'ONU n'est que l'émanation des grandes puissances.

Par contre, inauguré au sommet de Rio, la réunion en même temps et dans la même ville des ONG de femmes, du Nord et du Sud, montre qu'un immense mouvement international de concertation est en train de naître. Là, les femmes sont omnipotentes.

Ces conférences internationales permirent de briser le contexte d'isolement dans lequel les femmes vivaient.

« *Chacune dans son contexte national, communal, ethnique, religieux ou de classe, peut toucher du doigt l'universalité de l'oppression des femmes*. »

Elles purent réaliser que leurs souffrances n'étaient ni de leur fait, ni de leur faute et donc se libérer de la culpabilité d'en être elles-mêmes la cause (argument patriarcal type).

D'autre part, elles prirent conscience qu'aucune justification religieuse ou culturelle n'était recevable puisque les prescriptions ou les interdits fluctuaient dans une même tradition en fonction des circonstances économiques, politiques.

Il s'en est suivi des moyens d'échanges permanents : les réseaux internationaux et leurs publications où toutes les formes de luttes sont représentées et considérées comme apportant leur contribution à la lutte commune avec comme postulat de base : l'entière autonomie des groupes qui collaborent.

C'est une réponse libertaire : pas de centralisation, pas de soumission à une ligne de parti, à un chef religieux, mais une lutte commune contre fascismes et intégrismes, un effort commun pour essayer d'imaginer les conditions d'émergence d'un nouvel ordre mondial plus équitable. ♦

NELLY TRUMEL
(« Femmes Libres » -
Radio Libertaire, 89.4)

Sources

- *Le Monde diplomatique*, mai 1995.
- *Projets féministes*, n° 2, mars 1993.
- M.A. Hélie-Lucas, *Paris féministe*, n° 169, mai 1995.
- *Femmes, une égalité de droit*, Amnesty International.
- *Ruptures*, n° 135, mai 1995.
- J.-Y. Nau, *Le Monde*, 4 mai 1995.
- Projet de programme et d'action pour le développement social de Copenhague de mars 1995.

« Mots et Musiques »
et Radio Libertaire (89.4)

présentent

lundi 10 juillet - 20 h 30

ANNIE-JEANNE

(une voix puissante
au timbre chaud)

CLAUDE ASTIER

(avec la participation
de Dominique Mac Avoy,
un humoriste baroque et agressif)

GYSLAINE CLÉMENT

(blues, jazz, variété)

théâtre Clavel

3, rue Clavel (M° Pyrénées)

75019 Paris

Entrée : 80 et 100 F

Réservations : 43.84.70.04

Les congés payés : une leçon d'histoire sociale

AVANT JUIN 36, le soleil ne brillait guère dans une année de la vie d'un prolétaire. Du 1^{er} janvier au 31 décembre, c'était boulot-dodo, avec pour seuls repos les dimanches et quelques jours fériés. Les semaines dépassaient souvent les 50 heures de turbin, pour des salaires de misère. Dans les travaux en continu, les postes étaient particulièrement pénibles. Mon père, je m'en souviens, travaillait aux Houillères de la Loire et ne disposait que d'un « bon dimanche » sur quatre. Et encore, pour compenser, devait-il parfois « aller au charbon » pendant 16 heures le dimanche suivant. Fallait-il alors s'étonner lorsque, les beaux jours venus, le nombre de « macadamistes » augmentait sensiblement ?... (1)

Et juin 36 arriva, la grève sur les tas, les drapeaux rouges, *l'Internationale*... Dans l'esprit des Blum, Jouhaux, Thorez, Frachon et consorts, l'accord Matignon du 7 juin devait sonner la fin de la récréation. Dans les meetings, à la radio, dans les journaux, les leaders cégétistes, socialistes et communistes martelaient la fameuse formule : « *Il faut savoir terminer une grève* »...

Les accords de Matignons prévoyaient une hausse des salaires de 7 à 15%. Cependant, en dépit des consignes des « chefs », les grèves continuèrent et s'étendirent. Finalement, les augmentations dépasseront souvent 30% et iront jusqu'à 50% pour les femmes et les jeunes. Dans les trois années qui suivirent, l'inflation réduisit presque à néant les hausses de pouvoir d'achat. De même, la loi sur les quarante heures votée le 11 juin sera « aménagée » dès 1937 et pratiquement balayée par les décrets-lois de novembre 1938. Par contre, les deux semaines de congés payés votées également le 11 juin 1936 subsisteront. Même Vichy n'osera pas y toucher...

La fête

Inoubliables, ces premiers congés ! Si les plus jeunes pouvaient partir à vélo ou en tandem vers la grande bleue, les familles, comme chez moi, allaient moins loin. Depuis Saint-Étienne, cette ville industrielle entourée d'un océan de verdure, il suffisait d'une petite heure de marche dans la montagne, avec des cabas chargés de casse-croûte, pour se retrouver dans des coins rêvés pour les pique-niques. Je pense à cette île minuscule, au milieu d'une petite rivière dont les eaux limpides dévalaient les premiers contreforts du

massif du Pilat. Les plus étonnées étaient sans doute les libellules qui n'avaient jamais vu autant de bipèdes dans cette contrée presque sauvage...

Comme la paie avait sensiblement augmenté, nous avons pu aussi, pour la première fois, nous offrir quelques repas très corrects dans des auberges des bords de Loire. C'était la fête !... Mais chez les bourgeois régnait la grande peur des « rouges ». A cette époque, il arrivait que le château des Guichard-Perrachon, près de chez moi, soit protégé par des gardes mobiles à cheval, cette belle famille étant — et elle l'est toujours — l'actionnaire principal du trust de la distribution Casino. Ma mère, couturière, allait parfois « en journées » dans un hôtel particulier du boulevard Pasteur, à Saint-Étienne. La grande dame, maîtresse des lieux, expliquait qu'elle avait deux fusils tout prêts, en cas de besoin !...

Bonjour tristesse !

C'était la fête. Mais bientôt allaient venir les heures noires de la guerre, de Vichy, de l'Occupation. La semaine de 40 heures fut enterrée pour des décennies. Quant aux congés, avec l'effondrement du pouvoir d'achat, pendant longtemps —

jusqu'aux années 60 —, ils se passaient, pour la majorité des ouvriers, en tout cas, à la maison ou au jeu de boules du quartier. Certains profitaient de l'occasion pour se livrer à quelques occupations « au noir » afin d'arrondir leur budget.

En 1955, dix ans après la fin de la guerre, une étude du ministère du Travail chiffrait à 14% la chute du pouvoir d'achat du salaire ouvrier moyen, par rapport à 1938 (2).

La réalité était donc très éloignée des théories fumeuses selon lesquelles les patrons voulaient distribuer de gros salaires pour inciter les ouvriers à consommer !...

Pendant deux décennies après la « Libération », il a fallu des luttes continues, parfois violentes, pour arracher, lambeau par lambeau, des améliorations, des hausses de pouvoir d'achat, des congés payés supplémentaires. Parmi ces luttes, il convient d'accorder une mention spéciale aux grèves de 1951, au mouvement généralisé de 1953 qui commença, en plein mois d'août, avec un débrayage des postiers anarcho-syndicalistes de Bordeaux, aux grèves et manifestations violentes des métallos de Nantes et Saint-Nazaire (un jeune ouvrier fut tué), à la flambée spectaculaire de mai-juin 1960.

En ce qui concerne les congés payés, on arriva petit à petit, dans

certaines branches, aux trois semaines qui furent généralisées par la loi du 27 mars 1956.

Les années 60

Mars-avril 1963 : la grève des mineurs, dans tous les bassins, va durer plus d'un mois. A l'ordre de réquisition de de Gaulle, les « gueules noires » répondirent par un mémorable « bras d'honneur ». Alors que les mineurs reprenaient le travail après avoir fait céder l'Etat-patron sur plusieurs points, des mouvements se dessinèrent dans la métallurgie, notamment chez Renault, à la RATP. Gouvernement et patrons s'empressèrent de faire tomber la pression, et la quatrième semaine de congés fut obtenue par les métallos, les sidérurgistes, les salariés du textile. Bien souvent, les quelques jours de congés supplémentaires qui existaient déjà furent englobés dans cette quatrième semaine, ce qui en limita donc la portée.

De 1963 à 1968, la guérilla sociale continua, marquée par de nombreux débrayages qui poussèrent parfois les patrons à conclure des accords d'entreprises. Des mouvements importants se produisirent dans le textile et dans la métallurgie, notamment en mars 68, en Normandie.

Très lentement, le pouvoir d'achat s'améliora, ce qui allait amener de bons esprits à vitupérer la société dite « de consommation » et à dénoncer « l'embourgeoisement » de la classe ouvrière parce que les frigos faisaient leur apparition dans les cuisines des HLM et que les prolos commençaient à acheter de vieilles bagnoles pour se mettre au vert, avec leur progéniture, pendant les week-ends et les congés.

En 1968, les grèves ont abouti à l'extension de la quatrième semaine. Une cinquième sera arrachée par les salariés de plusieurs secteurs, comme Air France, l'édition et quelques entreprises. Les travailleurs obtinrent encore des congés ancienneté (de un à six), et, pour tous, les congés payés pour « événements de famille » (3).

La cinquième semaine a été généralisée en 1981. Mais ce cadeau de joyeux avènement de la gauche au pouvoir a été finalement des plus modestes car, dans bien des boîtes, cette cinquième semaine a été constituée, au moins en partie, par des jours de congés supplémentaires préexistants.

Il convient de souligner qu'une semaine de congés — si précieuse pour les travailleurs — n'équivaut, pour les patrons, qu'à une augmentation de charge salariale de 2%. A partir de 1982, le blocage des salaires et les attaques de toutes sortes contre la classe ouvrière allaient permettre au patronat de récupérer beaucoup plus que le prix payé pour les « grandes conquêtes » de 1981. La classe dominante s'efforce toujours de reprendre le plus vite possible ce qu'elle a été contrainte de lâcher. Elle assure aujourd'hui ses profits en laissant des millions de prolétaires sur le pavé, en réduisant des millions d'autres à la précarité. Et pour ceux-ci, dans l'intérim, les petits boulots, les CES et toutes les « formules » à temps partiel, les cinq semaines payées ne sont qu'un rêve, puisqu'elles correspondent à onze mois de travail complets.

C'est bien la leçon de ces six décennies écoulées depuis les premiers congés : il n'existe pas de progrès social sans luttes acharnées, continues, et sans luttes rien n'est jamais définitivement acquis. Il en sera toujours ainsi sous le règne du Capital. ♦

SÉBASTIEN BASSON

(1) Macadamiste : dans le langage populaire, salarié qui se blesse volontairement pour se mettre « en caisse ».

(2) Cité par *France Observateur* du 24 novembre 1955.

(3) *Le Monde* du 15 juillet 1969.



Un mauvais scénario :

C'EST PARIS qui semble avoir eu les honneurs des premières caméras de vidéo-surveillance dans les années 70. Placées pour aider à réguler la circulation, elles se trouvaient aux carrefours. Un peu plus tard, ce sont les magasins qui ont trouvé intérêt à s'équiper. Entre temps, le délire sécuritaire fait rage, le marché ainsi créé explose et la vidéo-surveillance se généralise. Le 31 décembre 1992, la loi Aubry est un pas de plus dans la banalisation de la vidéo-surveillance puisqu'elle vient combler un vide juridique sur l'installation et l'usage des caméras sur les lieux de travail. Dernier développement en date : les lois du sinistre Pasqua dont tout un volet est consacré à la législation et à l'extension en matière de vidéo-surveillance, sont adoptées par le Parlement, le 21 janvier 1995.

Il faut savoir qu'aujourd'hui des banques, postes, magasins, gares, stades, carrefours, hôpitaux, prisons, écoles... sont déjà vidéo-filiés. Que les villes de Levallois-Perret, Roubaix, Nîmes (1), Cannes, Nice, Lyon, Lambertsart et Monaco sont déjà équipées. Le lobby des assureurs, couplé aux marchands de matériel de sécurité, fait pression partout.

Pour Paris, le traitement infligé est de taille : de la centaine de caméras installées il y a vingt ans, on en est à 250 aujourd'hui. Et le métro va être équipé de 2 500 yeux électroniques. Mais, comme le demandent souvent les incrédules qui nous entourent, si vous n'avez rien à vous reprocher, qu'est-ce que cela peut vous faire ?

Restez dans le cadre !

La (vidéo-) surveillance de nos allées et venues n'est pas anodine. Elle est une atteinte fondamentale aux libertés individuelles de tout être humain à aller et venir à sa guise, à avoir une vie privée à l'abri des autres et du pouvoir. Elle fait de chacun de nous un suspect potentiel : c'est la société toute entière qui est ainsi épiée. A terme, nous serons « vidéo-matés » dans nos moindres déplacements, et donc repérables à tout moment de la journée. Ça, c'est pour le principe.

Pour la pratique, c'est encore plus criant : qui nous garantit que l'usage qui sera fait de cette nouvelle forme de contrôle sera conforme aux principes de départ ? Qui nous assure que les images de nos allées et venues ne seront pas utilisées à d'autres fins ? Qu'il n'y aura pas

de tentatives de truccages ou de falsifications grâce à la numérisation des enregistrements ?

Quant à l'efficacité du système, il est permis d'en douter. La petite délinquance, sensée être chassée, ne sera-t-elle pas simplement déplacée ? Les larcins se commettant à l'abri des regards électroniques, on aura là une justification pour systématiser la vidéo-surveillance à tous les lieux où elle n'avait pas encore été envisagée. Et c'est ainsi que l'on trouvera une légitimation populaire à cette pratique, des habitants de Levallois-Perret réclamant déjà à la mairie des caméras devant leurs écoles, logements...

Silence, on filme !

A l'évidence, les caméras qui surveillent les axes routiers et les rues de nos villes sont branchées lors de manifestations. J'ai du mal à croire

qu'on n'en profite pas pour constituer des fichiers, images d'archives, identifier ou repérer les opposants... Est-ce qu'à terme, on ne se livrera pas à une chasse impitoyable aux colleurs d'affiches, diffuseurs de tracts et autres militants ? Les allées et venues dans les locaux syndicaux ou politiques seront aussi dans le champ de ces caméras, qui sont là « pour la circulation ». Des élus, potentats locaux, pourront ainsi réduire au silence l'opposition et l'empêcher de s'exprimer. Fantasma que tout cela ? Pourtant, ce sont bien des caméras de vidéo-surveillance placées sur la place Tian An Men qui ont permis au pouvoir chinois, en 1989, d'identifier les leaders des étudiants. Et si la vidéo-surveillance était si anodine, comment expliquer qu'elle fasse partie des lois Pasqua qui sont une litanie de restrictions de nos libertés ?

Gare aux mauvais castings !

La vidéo-surveillance est un moyen de normaliser l'ordre politique dominant. Plus généralement, il faut songer à la représentation sociale sous tendue par cette version électronique de l'ilotage.

L'Etat va pouvoir quadriller nos quartiers et nous accompagner à chaque pas tout en étant invisible : il accroît et renforce son contrôle, il développe les pratiques électroniques de flicage (écoutes téléphoniques...) et permet l'émergence du rôle de la police municipale. Car ce sont ces milices privées qui gèrent la vidéo-surveillance (sauf à Levallois-Perret).

Et puis, la version vidéo de la chasse à la délinquance fait une fois de plus l'impasse sur la véritable explication économique et sociale du phénomène de la petite criminalité. C'est

au système profondément inégalitaire et qui génère son cortège de délinquants qu'il faut s'en prendre, pas à ceux qui subissent l'injustice sociale et tentent d'en sortir en chahutant une auto-radio ! Et lorsqu'on songe aux arrêtés municipaux que des maires (Carcassonne, Perpignan, Montpellier...) ont pris ou tentés de prendre concernant l'interdiction faite aux sans-domicile-fixe de hanter « leur » centre-ville, on se dit que bientôt les jeunes (tous voleurs !), les musiciens de rue (qui empêchent les commerçants de travailler !), les immigrés (tous clandestins !), ceux qui font la manche (tous pickpockets !), les prolétaires (mauvais consommateurs !)... seront repérés et refoulés des villes consacrées au luxe et au tourisme.

Tous ceux qui n'auront pas le profil type en seront banalisés (2).

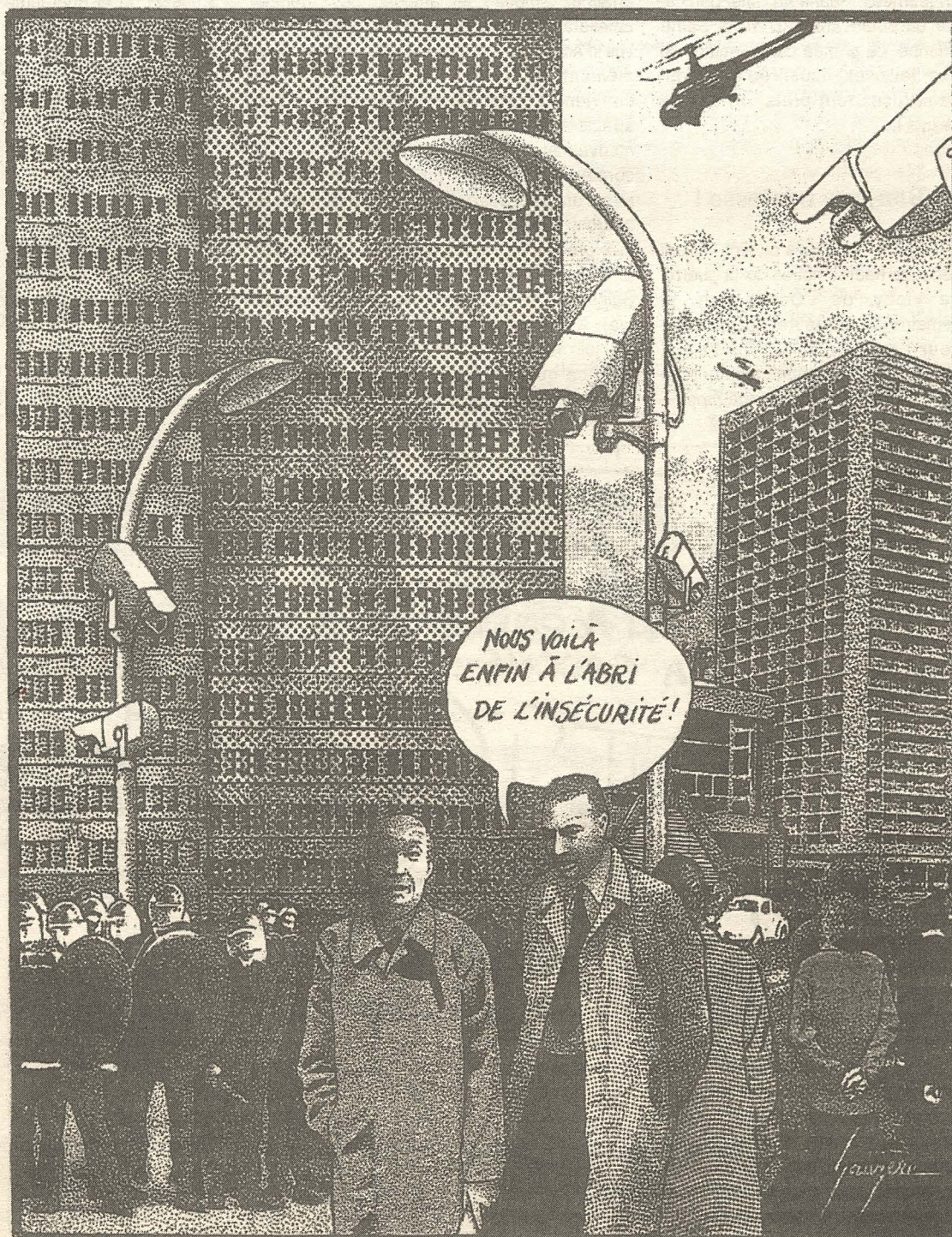
Tous les producteurs se ressemblent

On me dit souvent que les caméras sont justifiées en lieux privés ; qu'il faut les différencier d'avec les lieux publics. Singulière position. Prenez la vidéo-surveillance en magasin : c'est la même logique qui légitime sa pratique. Dissuader les voleurs au départ, espionner tout le monde au bout du compte. C'est ce que disent les pros du marketing : les caméras permettent d'étudier en situation réelle les comportements des consommateurs dans les linéaires. Et d'affiner les pièges à consommation tout en banalisant l'ordre sécuritaire.

Dans les entreprises, même histoire. Un constat récent de la Commission nationale Informatique et Liberté (CNIL) faisait apparaître un nombre croissant de plaintes déposées par des syndicats et des salariés. Ceux-ci dénonçaient ainsi la pose de la vidéo-surveillance dans les vestiaires, ateliers, lieux de production... La plupart du temps, la hiérarchie contrôlait les allées et venues, comportement au travail, affinités entre employés, horaires... Les licenciements ne sont pas loin !

Et partout ailleurs (parkings, copropriétés...) sachez bien que ce sont des nervis appartenant à de sociétés privées qui assurent votre sécurité : pas de quoi être rassurés...

Où que ce soit, la vidéo-surveillance, c'est l'œil du maître, du pouvoir et d'un certain ordre.



la vidéo-surveillance

Du rôle des critiques

Nous avons déjà vu, avec les lois Aubry par exemple, que la gauche avait légiféré la vidéo-surveillance dans le monde du travail. Mais il faut savoir qu'à Nîmes, l'opposition de gauche au conseil municipal s'est simplement abstenue, un de ses élus votant même pour l'instauration de la vidéo-surveillance (conseil municipal du 19 décembre 1994).

Avignon, dont le maire était jusqu'aux dernières élections Guy Ravier (PS) a failli être une ville pilote en matière de vidéo-surveillance, mais le tribunal administratif de Marseille a cassé la décision, le 21 juin 1990.

Et si les députés et les sénateurs de gauche ont vigoureusement protesté contre les lois Pasqua, le sens de leurs interventions allait non pas dans celui de l'abrogation de la vidéo-surveillance en France, mais dans le sens de « contrôles démocratiques » sur cette pratique. Toute la nuance est là.

Soyons clairs : le fantasme sécuritaire a depuis longtemps dépassé les clivages gauche-droite. Le comportement à l'égard de la vidéo-surveillance



est significatif. Ou l'on juge qu'elle est dangereuse et on demande son abrogation, ou on la juge acceptable et on se contentera de demander des garde-fous. Pas de demi-mesure, car il s'agit là d'une question de fond. L'excuse couramment avancée : « *Il vaut mieux une mauvaise loi que pas de loi du tout* » (dixit un permanent de la FEN) est une acceptation à peine masquée de la vidéo-surveillance.

Le dernier exemple en date d'une pratique policière, dûment légiférée et démocratiquement pratiquée, est encore dans tous les esprits : ce sont les écoutes téléphoniques de l'Élysée.

Pour finir, rappelons que la panacée du contre pouvoir (!) institutionnel en matière de nouvelles technologies, la CNIL, faisait dire au *Figaro* du 24 juin 1994 : « *Sur le fond, les positions de la CNIL ne sont*

pas très éloignées de celles du ministère de l'Intérieur ». Bien que, pour d'obscures raisons techniques, Pasqua l'a écartée d'un revers de la main. Comment faire confiance à des institutions qui, sensées représenter la philosophie des droits de l'Homme, la bafoue ouvertement à travers les lois Pasqua ?

Alors, si l'on peut renvoyer dos à dos l'opposition et la majorité parlementaires quant à la lutte contre la vidéo-surveillance, il faut rappeler que les actes de résistance existent bel et bien.

De nouveaux acteurs

Les actions d'opposants semblent se développer. Nous avons vu que la ville d'Avignon a été déboutée parce qu'une association avait déposé un recours. Mons-en-Barœul vient de connaître une démarche similaire. A Levallois-Perret, un « Comité anti-caméra » avait distribué un tract lors de la pose des premiers appareils. Plus récemment, des actions anti-vidéo-surveillance ont eu lieu à Nantes, Dunkerque, Marseille, Lille, Toulouse... Le personnel de l'entreprise Braff, près de Lorient, a fait grève pendant une semaine et a obtenu le retrait, le 26 décembre 1994, des 14 caméras placées par la direction. A Nîmes, le Collectif contre la vidéo-surveillance est né, et reste en relation avec le collectif « Souriez, vous êtes filmés ! » de Levallois-Perret (3). L'association « Planète en danger » de Toulouse s'est déjà fait l'écho, dans ces colonnes, de l'action qu'elle avait menée sur la vidéo-surveillance.

De nombreux médias nationaux et internationaux se font l'écho des troubles provoqués par l'usage de la vidéo-surveillance. Un nombre grandissant d'associations commencent à réagir.

Voilà donc une mobilisation qui semble pointer son nez. Elle est capitale pour ceux qui se battent contre les lois et les

pratiques sécuritaires. Car le combat que nous menons aujourd'hui ne peut que s'amplifier, toutes les villes de France étant menacées par l'instauration de la vidéo-surveillance (4). Des capacités de ce mouvement d'opposants dépend l'avenir de la vidéo-surveillance dans les autres communes. Cette mobilisation peut être l'occasion d'appeler à la désobéissance civile contre les pratiques visant à renforcer l'apartheid social, la domination politique et le contrôle des populations.

Les anarchistes notamment, par leurs connaissances de la nature de l'Etat et du rôle de sa police, ont la capacité et la réflexion nécessaires pour renforcer un mouvement qui est autonome dans son essence et sa finalité. Nous pouvons y apporter un débat qui dépasse la simple notion d'atteinte aux libertés individuelles pour l'élargir à la question sociale.

Faire intervenir tous les acteurs concernés (salariés, associations de quartiers, de consommateurs, d'usagers...) et mettre en place des lieux d'échanges et de rencontres des opposants est un objectif réaliste dans l'immédiat.

Alors... que fleurissent les collectifs contre la vidéo-surveillance ! ♦

DANIEL
(gr. FA du Gard)

CAMPINGS LIBERTAIRES

Organisation communiste libertaire

22 juillet - 7 août

Eychenat, 09420 Esplas de Sérour

Tél. : 61.65.80.16

Informations (thèmes des débats, tarifs journaliers, loisirs...) : Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex

Campos libertaire (FA)

5 - 15 août

Terrain de sport communal (situé à côté du camping « La Baignade »), 28200 La Celle-Dunoise

Informations : Campos libertaire c/o librairie du

Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél. : 48.05.34.08

STAGE de FORMATION

Groupe Février de la Fédération anarchiste

20 participants maximum

(membres de la FA et non-membres)

31 juillet - 5 août (inclus)

Ile d'Oléron, à l'école Bonaventure

• *Théorie et histoire de l'anarchisme*

• *Economie*

• *Problèmes internationaux*

Organisation pratique : le stage aura lieu dans les locaux de l'école Bonaventure. Une participation sera demandée pour les frais occasionnés (électricité, eau...) ; hébergement en camping sur place (prévoir son matériel) ; organisation et préparation des repas autogérées par les participants (frais partagés) ; participation forfaitaire pour les documents imprimés. Informations : Groupe Février c/o librairie du Monde Libertaire.

RENDEZ-VOUS

MONTPELLIER

Le groupe de la FA loue un local au 5, rue Jeanne-d'Arc. Permanences : mardi, à partir de 20 h, et jeudi, de 16 h à 19 h.

NICE

Le groupe de la Fédération anarchiste tient ses permanences du mercredi et du samedi, de 15 h à 18 h (voire au-delà), au siège de l'ADCL, 19, rue de Dijon, 06010 Nice (près de la gare principale).

PARIS

Permanence d'été de la bibliothèque de l'Union régionale parisienne : samedi, de 15 h - 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018.

TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m², base solide pour le développement de la FA. Une souscription est ouverte.

Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ». FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

TOULON

Les groupes Nada et Région-toulonnaise de la Fédération anarchiste tiennent leurs permanences à « La Commune », 2, rue Francis-de-Pressensé (prolongement de la rue des Boucheries, près de la cathédrale), le mercredi, de 15 h à 18 h, et le samedi de 15 h à 18 h 30.

(1) Collectif nîmois contre la vidéo-surveillance c/o Art Sonique, 1, cours Némausus, bât. 101, avenue du Maréchal Leclerc, 30000 Nîmes.

(2) « La vidéo-surveillance, l'œil du pouvoir », le *Monde libertaire* n° 987 du 16 février 1995.

(3) Collectif « Souriez, vous êtes filmés ! », BP 41, 92114 Clichy

(4) Les villes équipées du câble seront probablement les premières visées car l'investissement est moindre par ce procédé de télécommunication. France-Télécom colabo !

La librairie du Monde Libertaire

145, rue Amelot, 75011

(M° Oberkampf)

est ouverte tout l'été

du lundi au vendredi

de 14 h à 19 h 30

et le samedi de 10 h à 19 h 30

« 7 jours de fête en chansons »

22 - 28 juillet 1995

(spectacles à 17 h et 21 h)

NOTES EN BULLE à ARTIGUES (Ariège)

Jean-Marie Vivier • Gérard Pierron • Bernard Haillant

Michel Tonnerre • Véronique Pestel • Jean-Pierre Réginal

Jehan • Martine Caplanne • André Bonhomme

Gérard André • Goun • Les Chanteurs livreurs

scène ouverte • bal folk

Association Els Segadors, 09460 Artigues. Tél. : 68.20.40.76

La supercherie du référendum d'initiative populaire

LE RÉFÉRENDUM d'initiative populaire est le prototype même de la fausse bonne idée. Ce qui vient de se passer en Italie nous le rappelle encore avec éclat. Le 11 juin dernier, en effet, les électeurs transalpins ont accepté, par référendum, que le fameux manitou politico-médiatique, Silvio Berlusconi, garde son contrôle sur ses trois chaînes de télévision. Ils ont également refusé la limitation des spots publicitaires qui saucissonnent ses programmes. Cette approbation populaire est un comble pour un homme brusquement arrivé au pouvoir dans la foulée de l'opération « mains propres », mais qui, aussitôt accusé de corruption, était pressé par la justice de vendre l'une de ses sociétés de télévision pour combler les dettes. C'est le triomphe d'une machinerie qui fabrique un homme politique, le propulse sur le devant de la scène grâce à son propre réseau médiatique, le tout sur fond de paillettes, de sexe, de sit-coms et de jeux débilés. Véritable *Big Brother* des temps post-modernes, la mécanique est désormais parfaitement huilée, et le système fonctionne en véritable circuit fermé de la production à la consécration en passant par l'absolution ! Décidément, le système capitaliste ne finira pas de nous surprendre par sa capacité sans cesse renouvelée et multiforme de fabriquer l'aliénation, de faire accepter au bon peuple la

servitude volontaire, la pire de toute peut-être car à la misère de la situation elle ajoute le désespoir d'un autre futur. La télévision abrutit les esprits, conditionne les comportements, fabrique les courants, entérine les pseudo-choix, enregistre le score des élections qui confirment sa toute-puissance, le tout au nom de la démocratie !

Une fausse bonne idée... réellement démocratique

Qu'on ne s'y trompe pas : il s'agit bien de véritable démocratie. Quel est en effet le principe fondamental de cette démocratie sinon le triomphe de la majorité sur la minorité, l'imposition d'une idée, d'une mesure, d'une loi, même mauvaise, même pernicieuse, même liberticide, au seul nom de la supériorité numérique ? N'est-ce pas le principe même du référendum ? Avec, en prime, l'argument de la participation : si tu es un bon citoyen, tu dois voter, sinon tant pis pour toi. Et, en surprime, la culpabilisation pour ceux qui considèrent que les dés sont pipés, que les véritables décisions échappent aux citoyens dépossédés de la puissance économique, au profit d'une illusion de liberté électorale.

Le principe du référendum est l'une des recettes les plus cyniques

de la bourgeoisie pour maintenir sa domination politique, et par conséquent son exploitation économique. Certes, ce n'est pas nouveau : de tout temps les césars, les tribuns, les dictateurs et autres hommes forts ont directement cherché leur légitimité auprès du peuple pour mieux asseoir leur pouvoir, tout en court-circuitant les factions rivales ou intermédiaires. Mais la dernière sophistication consiste à peaufiner cette logique dans ses ultimes conclusions, et à demander au peuple lui-même de l'entériner de sa propre initiative : le référendum d'initiative populaire, précisément. La fraction la plus consciente de la bourgeoisie — qui ne manque pas d'intelligence — a bien saisi les enjeux de la désaffection des citoyens vis-à-vis de la vie politique. Elle voit bien la montée croissante du taux d'abstention dans la quasi totalité des pays industrialisés (plus les non inscrits sur les listes électorales, les votes nuls ou blancs — soit environ 13 millions d'individus en France, presque autant que les 15,7 millions qui ont voté Chirac et les 14,2 millions qui ont voté Jospin lors de la dernière présidentielle), ou encore les brusques flambées de révoltes urbaines ou de grèves sauvages.

Elle le voit. Mais elle ne le redoute pas forcément, ou, du moins, pas totalement. A elle de circonscrire le sinistre, pas de l'éteindre car ce

serait se renier. Là non plus, il ne faut pas être dupe, dans les deux sens : le refus du jeu politique ne signifie pas nécessairement l'émergence d'un courant révolutionnaire — même si, quelque part, il en est l'une des conditions nécessaires — de même qu'il n'est pas incompatible avec un bon fonctionnement de la démocratie bourgeoise. L'exemple américain, berceau s'il en est du système démocratique et de la première lutte de libération nationale aboutie, nous montre ainsi que son président est élu avec à peine un peu plus du quart des électeurs, tandis qu'un sur deux s'abstient (et même deux sur trois lors des élections législatives), et qu'un parti peut être majoritaire au Congrès avec moins de 15% des électeurs. Certes, l'Europe n'est pas l'Amérique, et il est probable que les propres traditions révolutionnaires, ouvrières et socialistes de l'Europe rendent culturellement un fonctionnement à l'américaine plus difficile à pratiquer. Mais, inversement, les turpitudes berlusconiennes révèlent aussi que ce n'est pas un exercice impossible, et qu'il peut être même la voie à suivre : à force de voir le paysage audiovisuel italien dans l'œil du Transalpin, on peut oublier la poutre fasciste dans l'Hexagone du Cisalpin.

Il n'empêche : au moins de façon provisoire, sinon de façon durable, la bourgeoisie se doit de maintenir les apparences de la validité démocratique, et les outils de sa légitimité. Qu'advient-il de sa célèbre devise, qui constitue l'un de ses plus forts ancrages populaires — « *La démocratie n'est peut-être pas le plus parfait des régimes, mais c'est le moins pire* » — et qu'advient-il donc d'elle même si la caution des électeurs disparaît, si l'auto-domination recule ? De là découlent toutes ces incantations pour combler le « déficit démocratique », les triomphes devant le moindre renforcement de la participation électorale — le comble du ridicule cumulé avec un ouf de soulagement du monde politico-médiatique ayant été atteint lors du premier tour de l'élection présidentielle française lorsque le critique salua contre toute analyse le faible taux d'abstention (on sait que les municipales, où la participation fut la plus faible de la V^e République dans ce type de scrutin, sont venues mettre un frein à ce délire). D'où, encore, les appels à une « *meilleure participation des citoyens* », et tout ce pathos sur la « *démocratie directe* » (où il faut bien comprendre la démocratie dans son sens le plus fort de « pouvoir de

la majorité sur la minorité », et non pas un quelconque projet de fédéralisme libertaire couplé avec la fin de l'exploitation économique), le tout avec une culpabilisation envers ceux qui ne sont pas dupes, culpabilisation qui passe notamment par la ligne politique du « *barrer la route* (sous-entendu électoralement) au Front national » : ne pas voter serait favoriser le FN.

L'avant-garde de la démocratie bourgeoise : écologistes et fascistes

Comme d'habitude, ces innovations — ici politiques — ne proviennent pas forcément des rangs les plus pensés et les plus conservateurs de la bourgeoisie. Comme d'habitude, celle-ci sait se montrer patiente et récolter les fruits, une fois bien mûris et bien goûteux, des idées qui ont germé ailleurs ou, tout du moins, dans sa périphérie. Pour le référendum d'initiative populaire, nous retrouvons aussi bien les écologistes, aveuglés par l'illusion de la consultation locale sans remise en cause de la logique capitaliste, que le Front national, qui l'a très tôt inscrit à son programme. Les fascistes ont parfaitement saisi l'intérêt qu'il y avait à propager une mesure non seulement démagogique mais aussi, et surtout, redoutablement efficace pour les idées réactionnaires : dans un climat hostile, conditionné par des réflexes de peur et d'identité primitive, de territoire intouchable, de vache sacrée ou de cascade pure, réfugié au noir de son isolement, où il peut sans coup férir et, jouissance pornographique totale, dans le plus complet anonymat, glisser dans l'urne son bulletin, l'électeur ne va pas choisir le révolutionnaire mais le fasciste, surtout s'il se pare d'un discours contestataire. Quel résultat catastrophique nous donneraient actuellement des référendums sur la peine de mort, l'avortement, l'immigration ! Le Pen l'a bien compris, lui qui ne rate pas une occasion de les réclamer... Quels résultats catastrophiques nous ont donné les référendums sur l'indépendance en Serbie, en Croatie ou en Bosnie, qui ont fait élire les listes les plus chauvines, les plus nationalistes et les plus guerrières !

Bien qu'ayant cheminé par des voies souvent différentes, et encore pas toujours, écologistes et fascistes partagent bel et bien la même image factice d'une critique anticapitaliste — ils se disent même tous les deux contre le productivisme — sans remettre véritablement en cause le capitalisme. Ils préfèrent d'ailleurs s'attaquer à sa façade politique, en proposant un réaménagement de la démocratie ou, tout simplement, sa radicalisation autoritaire. N'oublions pas, pour les fascistes, que Mussolini et Hitler sont arrivés au pouvoir grâce aux urnes ou l'ont ensuite confirmé par référendum, comme Pinochet ou d'autres. N'oublions pas non plus pour l'écologisme, et quels que soient les *a priori* favorables qu'on pourrait avoir pour un mouvement qui tend pourtant à s'éloigner de plus en plus de ses conceptions anti-autoritaires des années 70, que la tendance la plus décidée, la plus radicale, la plus profonde peut parfaitement tomber dans l'autorita-

Une école libertaire Bonaventure PREMIERS PAS D'UNE RÉPUBLIQUE ÉDUCATIVE Un livre collectif de 160 pages - 60 Ff Bon de souscription

1 exemplaire de *Bonaventure*: 50 Ff port compris
5 exemplaires de *Bonaventure*: 200 Ff port compris
10 exemplaires de *Bonaventure*: 300 Ff port compris

Je désire recevoir exemplaire(s) de *Bonaventure*

Mes nom et adresse:

.....

Je joins un chèque à l'ordre de l'école Bonaventure

A renvoyer à Bonaventure, 35 allée de l'Angle
17190 Chaucre, Saint Georges d'Oléron, France

risme le plus absolu. Pensons à ceux qui réclament une « dictature bienveillante » pour sauver la planète, comme Hans Jonas, philosophe très influent dans le mouvement écologiste, comme Edward Abbey, autre gourou influent de l'« écologie profonde », stigmatisant les immigrés comme « *moralelement, culturellement et génétiquement inférieurs* », ou encore aux fanatiques d'*Earth First I*. Dave Foreman, leader *Earth First I*, réclame ainsi un « *retour au pléistocène* » (il faudra en abattre du monde !), souhaite des « *anti-corps contre la vérole humaine qui est en train de ravager cette belle et précieuse planète* », et il mit très peu d'empressement à dénoncer les propos de ses partenaires qui se réjouissaient du SIDA comme d'un contrôle de la surpopulation ou qui se refusèrent à combattre la faim en Éthiopie sous prétexte de « *laisser la nature retrouver son équilibre* » (1).

Le combat social est dans la société, pas dans l'arène politicienne

Il ne s'agit pas de juger de la validité ou non, de l'opportunité ou non, des sujets traités par les référendums d'initiative populaire. Pour tout citoyen conscient de la chose publique, tout le concerne, tout le motive, tout est politique dans la sphère du collectif. Non, il s'agit ici de contester les moyens qui vont à l'encontre de certains buts recherchés quand la cause se veut noble et honnête. Il est probable que, dans certaines situations, un référendum local, portant sur un problème précis, et formulé par une question claire, puisse faire avancer les choses. Admettons. Mais, dans ce type de cas, il est encore plus probable que la solution peut l'emporter sur le terrain, et par conséquent de façon plus solide, plus durable, si le rapport de forces est en sa faveur. le système ne manque pas d'exemples où une mesure favorable, comme l'IVG, est imposée de l'extérieur, mais n'est pas forcément bien appliquée si son soutien populaire s'affaiblit. Alors à quoi bon un référendum confortant l'idée démocratique qui nous gangrène par ailleurs ? Et ne parlons pas du cas où les choix réactionnaires l'emportent : parés de la légitimité démocratique et de l'onction pseudo-populaire ils seront d'autant plus difficiles à faire reculer... C'est bien comme cela que les maîtres se maintiennent au pouvoir : au nom du peuple !

Si le rapport des forces n'est pas favorable, c'est que le combat n'est pas assez solide, et le faire vaincre par artifice, l'imposer par les urnes, l'imposer tout court, ne servirait qu'à masquer d'autres enjeux, qu'à faire reculer le problème. S'il y a désaccord, c'est bien parce qu'il y a divergences d'intérêts entre plusieurs fractions de la population. On retrouve tous les classiques de la lutte des classes ! Les anarchistes n'ont pas cessé de dire autre chose en prônant la gestion directe à tous les échelons de la vie sociale, politique et économique. Gestion directe qui passe par une responsabilisation des individus à tous les niveaux, c'est-à-dire les moyens de tous pour tous de cette responsabi-

sation : un projet social collectivement défini et individuellement assumé. Gestion directe qui passe fatalement par un combat anti-capitaliste résolu, et non par la supercherie de consultations bidon. ♦

PHILIPPE PELLETIER

(1) Ces quelques citations sont tirées de *Quelle écologie radicale ? — écologie sociale et écologie profonde en débat*, édité par les ACL en 1994. On pourrait, malheureusement, en donner bien d'autres. Dans ces conditions, il est consternant, pour ne pas dire plus, qu'au delà de la critique qu'il lui adresse, quelqu'un comme Murray Bookchin soutienne encore Dave Foreman. Bookchin déclare en effet (op. cit.) : « *Franchement, je partage le même point de vue que les activistes d'Earth First I sur bon nombre de sujets. Je pense qu'ils font avec Dave Foreman un travail merveilleux à bien des égards. [...] Ils font un travail important, travail que j'encourage vivement. [...] Je dirais aussi que de nombreuses différences politiques entre Dave et moi-même sont complémentaires. [...] Nous devons savoir que nous sommes différents aspects d'un mouvement unique* ». Pour corser le tout, rappelons qu'Antoine Wächter, lors d'une Marche du Siècle pré-présidentielle, nous présenta Bookchin comme l'une de ses principales références politico-philosophiques... Les « bookchinistes » français ont fière allure !

Les voyous du Parti des Travailleurs agressent nos amis de la Libre Pensée

Tous les individus qui se réfèrent encore au lambertisme — un des courants activistes qui fut en son temps considéré comme l'un des prestataires de service à titre posthume de feu Monsieur Trotsky, le bras droit du non moins célèbre Lénine — seront sans doute satisfaits d'apprendre qu'à défaut de renverser l'ordre bourgeois, les tristes lurons du Parti des travailleurs pratiquent encore, avec toujours le même zèle, l'entrisme, l'intrigue, la délation et le cassage de gueule comme au bon vieux temps de la révolution bolchevique !

En effet, ces adeptes de la dialectique du coup de pied au cul et des

comités secrets, ces trotskystes au allures de révolutionnaires professionnels fin de race, regroupés il y a quelques temps déjà au sein de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) puis, par mutations successives et accélérées au sein des Parti communiste internationaliste (PCI), Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), viennent de nous concocter, au sein de leur nouvelle secte — le Parti des Travailleurs — la prise en main d'une association amie, que tous les libertaires connaissent bien, à savoir la Libre Pensée.

Pensés et décidés en secret par les stratèges de la secte, initiés, réalisés progressivement, à l'aide de quelques militants dévoués et peu scrupuleux, l'infiltration puis l'entrisme pratiqués à tous les niveaux de l'organisation n'ont constitué, à tout prendre qu'un jeu d'enfants pour ces spécialistes du mouchardage et des coups fourrés.

Inodores, incolores, transparents, se confondant avec la couleur des murs, ces « dévoués militants » de la Libre Pensée, par leur activisme au sein de l'organisation, ont su rapidement se rendre indispensables. En effet, quoi de plus facile dans une association à étages, pratiquant avec zèle le mode démocratique, que de tout noyauter et, à l'aide du sacrosaint vote démocratique, de s'emparer progressivement de tous les postes à responsabilités ?

La cause est entendue, les bonnes vieilles méthodes produisant toujours les mêmes effets, nos amis de la Libre Pensée voient, avec angoisse et effarement, leur maison leur échapper ! Dès à présent, la laïcité large, ouverte, libertaire qu'ils ont toujours défendue et propagée se trouve remplacée par une propagande de plus en plus réductrice au service de manœuvres politiques inavouables.

De plus, l'anticléricalisme qu'affectionne la nouvelle direction de la Libre Pensée, sous l'emprise de la secte, se réduit à un discours attaquant uniquement l'influence politique des Églises d'obédience chrétienne et ne s'étend pas au combat contre toutes les manifestations religieuses, contre tous les clercs, tous les chefs, toutes les formes de la pensée dogmatique qui mutilent la personnalité humaine. La régression est totale et le combat en faveur du libre examen sert de prétexte à la constitution de fronts laïques phagocytés par les sbires du Parti des travailleurs.

Face à cette situation très inquiétante de nombreuses défections ont été enregistrées. Des fédérations départementales font scission et retrouvent ainsi leur complète autonomie. De nouveaux groupes à l'abri des agissements marxistes se constituent au sein de la Libre Pensée. Mais heureusement, tout n'est pas perdu ! Un regroupement de tous les vrais libres penseurs est en train de se constituer et une association pour la défense de la Libre Pensée a été créée en toute hâte, laquelle a déjà édité le premier numéro d'un périodique qui sert de bulletin de liaison à tous les opposants qui, bien que majoritaires, n'ont plus accès à leur journal *La Raison*.

Au niveau parisien, afin d'échapper à la tutelle des chefs trotskystes, nos amis libres penseurs viennent de constituer le groupe Commune-de-Paris/André Lorulot indépendant de la fédération de Paris. Bien entendu, les militants du Parti des Travailleurs qui officiaient sur Radio Libertaire, dans le cadre de l'émission « La matinée anticléricale » (animée par la Libre Pensée), ont été interdits de studio par le secrétariat à la programmation. Dorénavant, seuls nos amis du groupe Commune-de-Paris/André-Lorulot assureront « La matinée anticléricale ».

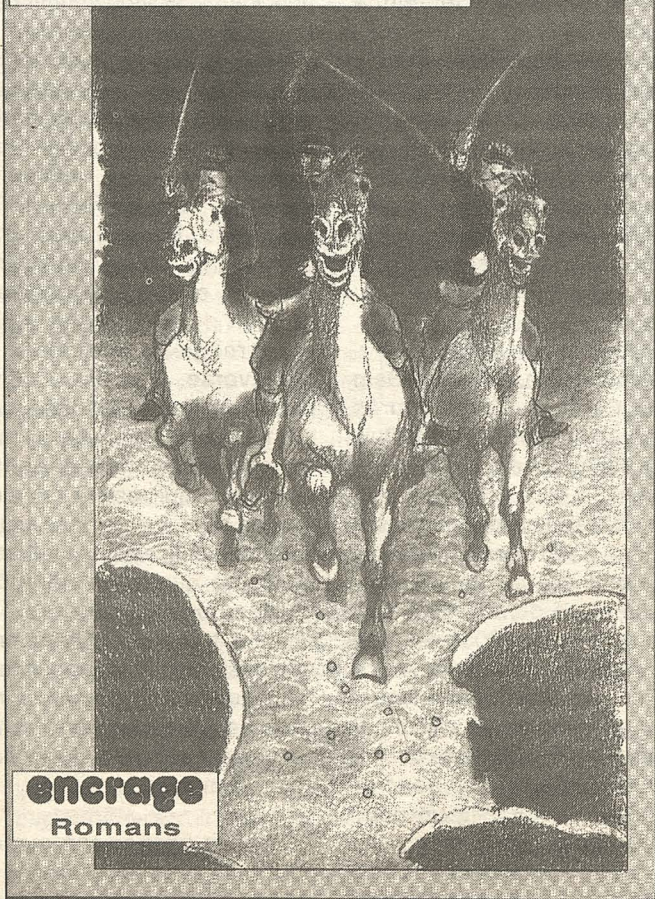
Enfin, dernier rebondissement odieux et révoltant, nos amis du groupe Commune-de-Paris qui se rendaient le 24 juin au siège parisien de la Libre Pensée, afin d'assister au congrès annuel de la fédération de Paris ont été interdits de congrès et, de plus, molestés devant l'entrée de la salle de réunion. Plusieurs camarades ont été blessés avec comme conséquence un arrêt de travail à la clef ! Bien sûr, plusieurs plaintes ont été déposées pour voie de fait, et l'affaire judiciaire suit son cours.

Le service d'ordre de la secte a encore frappé ! Que l'on songe simplement à ces jeunes hommes fringants, tapant sur de vieux camarades ayant pour certains dépassés allégrement les soixante-quinze ans, et l'on comprendra aisément le dégoût et la révolte que peuvent inspirer de tels actes. Oui, messieurs du PT, vous n'êtes à tout prendre que des voyous au service d'une cause que l'humanité toute entière a déjà vomie ! ♦

GROUPE MAURICE-JOYEUX de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

Un roman pour les vacances

Serge Utgé-Royo
Noir coquelicot



Sur une toile de fond rigoureusement historique, et volontairement romanesque, *Noir coquelicot* (sur 351 pages) voyage dans la première moitié des années 20 et s'achève tandis qu'entrent au Panthéon les cendres de Jaurès.

Dans un Paris en effervescence, Mira, jeune femme libre et libertaire, amène doucement à l'amour et au monde réel un jeune apprenti imprimeur, Théo...

129 F

(+ 10% de frais de port)

Librairie du Monde Libertaire. Chèque à l'ordre de Publico.

Actualité

de l'anticléricalisme

De la confrontation catholiques-républicains du début du siècle au communautarisme multiconfessionnel actuel, le paysage religieux français a bien changé. Un nouvel anticléricalisme est nécessaire.

ON NE LANCE plus (heureusement) des « *crôa, crôa* » sur le passage des prêtres. L'anticléricalisme n'est-il pas discrédité par sa vulgarité ? Ne serait-il pas un héritage de querelles archaïques ? Pour tout dire, l'anticléricalisme est-il dépassé ? Voilà des questions parfois posées à ceux qui se définissent comme anticléricaux. Qu'elles viennent d'adversaires politiques ou non, il faut y répondre. Pour nous l'anticléricalisme est bien autre chose que quelques sarcasmes lancés à tort et à travers.

Une critique politique

Commençons par la vulgarité. L'ironie, la satire, la caricature sont des arts légitimes dans le cadre d'une controverse. Toute interdiction — sous prétexte de « blasphème » ou autres — est inadmissible. L'art satirique est un art populaire et même traditionnel, puisque vieux de plusieurs siècles. On se souvient de *L'Assiette au beurre*, on connaît la prédilection du *Canard enchaîné* pour les « intégristes » catholiques et musulmans, les attaques tous azimuts de *Charlie hebdo* et la toujours vaillante *Calotte*. C'est aussi un art difficile qui nécessite du talent, et même un don, pour être réussi. Nous revendiquons le genre satirique. La seule vulgarité pourrait être celle qui vise la personne de croyant sur le simple fait qu'ils sont croyants. La croyance est un choix que nous ne partageons pas, mais qui repose sur une liberté essentielle : la liberté de conscience. Toute la laïcité est bâtie sur cette liberté.

Ce que nous visons est une politique définie comme cléricale. Les hommes publics qui sont les auteurs de cette politique sont effectivement des cibles. Cela fait partie de leur métier. Le refus du cléricalisme est un acte politique. Il s'agit de refuser une hégémonie politique ou morale, ou même des privilèges, en particulier financiers, pour une confession religieuse au détriment de la liberté de conscience des autres citoyens. Ce refus, qui utilise parfois l'art satirique, s'est manifesté de façon élaborée depuis des siècles.

Un patrimoine culturel

L'anticléricalisme est effectivement un héritage. Mais il ne se limite pas à la querelle entre catholiques et républicains du début du siècle. Cet héritage est très divers : il y a plusieurs formes d'anticléricalisme. Il est aussi fort ancien puisqu'on peut remonter au II^e siècle. Le fameux texte du philosophe romain Celse *Contre les chrétiens* est un chef d'œuvre du genre. La plupart de ses arguments sont toujours d'actualité. La naissance de l'anticléricalisme a donc suivi presque immédiatement la diffusion du christianisme en Europe.

Bien sûr, dans la société antique, tous les actes marquants publics ou privés étaient imprégnés de sacré. Mais il s'agissait avant tout de rituels, l'acte de foi n'était pas exigé. Par exemple, les temples n'étaient pas des lieux de culte, ils abritaient simplement les statues des dieux. L'anticléricalisme païen est une réaction devant le christianisme qui est une religion radicalement différente. Le christianisme affirme l'existence d'un Dieu unique et rejette toute opposition dans le domaine diabolique. Il est doté d'un Livre saint contenant la Vérité absolue. Il poursuit une politique spécifique dont le but est la conversion de l'humanité toute entière, en recourant parfois à la force. C'est ce totalitarisme qui révoltait Celse et ses continuateurs.

Au Moyen-Âge, apparaît un anticléricalisme paradoxal, l'anticléricalisme chrétien. Il s'agit de critiques qui se situent à l'intérieur même de la foi chrétienne. Un exemple est celui du « gallicanisme » : le clergé français tente d'échapper le plus possible au contrôle du Pape en se rapprochant du pouvoir royal (Philippe le Bel, Louis XIV...) à moins que celui-ci ne le rapproche d'autorité (Napoléon...). Il existe donc une critique théologique de la primauté du Pape. Il y a aussi des critiques protestantes du cléricalisme catholique, ainsi que des critiques catholiques du cléricalisme protestant (elles sont moins connues en France). Enfin, des publications

religieuses (*Témoignage chrétien*, *Goliath* ou pour des motifs opposés *Présent*) mettent en cause certains aspects de la politique du clergé. Bien qu'il ait compté des imprécateurs de grand talent comme Péguy ou Bernanos, l'anticléricalisme chrétien trouve rapidement ses limites. Interne donc relatif, il ne remet pas en cause le but final mais seulement certains points de méthode. Même si on y trouve des choses intéressantes, il n'est pas le nôtre.

En revanche, l'anticléricalisme de la Renaissance renoue avec les thèmes de l'anticléricalisme païen. La tradition anticléricale reprend vraiment avec Rabelais. Parmi les philosophes des Lumières, Voltaire reste le plus fin et le plus érudit dans ce domaine. Hébert et les déchristianiseurs prônent, à tort, la méthode forte. Au XIX^e siècle, il faut au moins citer Michelet, Quinet et Renan. Les deux grands inspirateurs de la Commune, Proudhon et Blanqui, furent des anticléricaux virulents, comme la plupart des animateurs du mouvement ouvrier. Ceux qui parlent de « querelle archaïque » font allusion à ce qu'on a appelé la lutte des « deux France », entre ceux qui se référaient à la « *Fille aînée de l'Église* » et ceux qui la voulaient « *Mère des Révolutions* ».

Du côté laïque, on trouve Gambetta, Combes, Ferry, Jaurès, Clemenceau, Zola, Briand, Buisson... Ils réussirent à imposer la fameuse loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Cette querelle n'est pas archaïque, elle est datée, elle a pris sa place dans l'histoire. Et surtout, la loi de 1905 reste plus que jamais moderne. Alors, quelles que soient les critiques qu'on puisse faire par ailleurs de tel ou tel personnage cité dans la liste ci-dessus, qui pourrait contester qu'il y a là un patrimoine culturel et politique de grande envergure ? Deux conceptions s'affrontent : celle qui veut la souveraineté de Dieu, et celle qui veut la souveraineté du Peuple. Cet héritage multiple et parfois contradictoire est le nôtre. Il nous appartient de l'actualiser.

Le nouvel anticléricalisme

Héritier d'une longue histoire, l'anticléricalisme est-il aujourd'hui dépassé ? Chaque époque

est différente. Au tournant du siècle, la situation était *grosso modo* la suivante. D'un côté les conservateurs nostalgiques de l'Ancien Régime, appuyés sur l'Église catholique, dont les principales troupes se trouvaient dans le monde rural, dirigées par ce qu'il restait de l'ancienne aristocratie. De l'autre les républicains, surtout implantés dans la petite et moyenne bourgeoisie, avec les confessions minoritaires (protestantisme, judaïsme) et la franc-maçonnerie (où se retrouvaient des radicaux et des socialistes). Le soutien du mouvement ouvrier n'était pas total. Les guesdistes voyaient dans la lutte anticléricale un leurre, permettant à la bourgeoisie de ne pas poser la « question sociale ». Les libertaires associent une critique antireligieuse radicale à la critique anticléricale.

Aujourd'hui, la situation a changé de manière étonnante sous l'effet de deux facteurs principaux : le mouvement œcuménique et l'apparition de l'islam. L'œcuménisme a rapproché de façon remarquable les protestants et les catholiques au niveau mondial. Publications, colloques, actions en commun sont devenues très fréquents. D'autre part, c'est bien connu, l'islam est maintenant, en effectifs, la deuxième religion de France. Le « paysage religieux français » est bouleversé. De plus, l'indifférence en matière religieuse a progressé, compensée par une forte réaffirmation d'identité chez ceux qui restent croyants. Au lieu d'un face à face catholiques-républicains, c'est l'émergence de quatre ou cinq pôles confessionnels dotés de réseaux très actifs. Ce communautarisme est une tendance de fond qui touche plusieurs millions de personnes en France, plusieurs centaines de millions sur la planète.

C'est un phénomène mondial dont Gilles Kepel a dressé un tableau saisissant dans son livre *La Revanche de Dieu* (éditions du Seuil, repris en Livre de poche). Il décrit de façon remarquable ce nouvel essor cléricale à partir des années 70 : 1976, Carter aux États-Unis ; 1977, Begin en Israël ; 1978, Jean-Paul II à Rome ; 1979, Khomeyni en Iran. Cet essor politique « par le haut » est mis en parallèle avec une extension « par le bas », dans les domaines social, culturel, associatif. Beaucoup moins specta-

culaire, l'expansion « par le bas » est beaucoup plus efficace sur le long terme. De nombreux exemples le démontrent : « Communion et Libération » en Italie, « fondamentalisme » et « évangélisme » aux États-Unis, pentecôtistes protestants et charismatiques catholiques, judaïsme conservateur et orthodoxe en Israël et dans la diaspora, islam révolutionnaire et piétiste. Kepel décrit la formation de ce tissu social par les différents réseaux religieux qu'il faut connaître pour comprendre les quelques « affaires » montées en épingle dans les médias.

Les divers partisans de l'humanisme laïque se trouvent donc devant une situation inédite qui impose un bilan. Trois points se dégagent nettement :

— la nécessité d'un examen spécifique du catholicisme. On ne peut rester figés sur la confrontation du début du siècle. L'anticléricalisme commémoratif exclusivement anticatholique est dépassé ;

— la prise en compte des réaffirmations cléricales dans toutes les religions monothéistes. La lecture attentive du livre de Kepel est un premier pas indispensable ;

— le besoin d'une réflexion sur la laïcité elle-même. Certaines ambiguïtés demeurent (diversité des interprétations des lois laïques, relation avec les questions sociales, question de l'État...). Il faut aussi dresser une sorte d'inventaire des grands courants laïques : mouvement ouvrier, syndicalisme enseignant, franc-maçonnerie...

Appuyé sur un grand patrimoine culturel, cette critique politique d'une situation inédite doit aboutir à un nouvel anticléricalisme redéployé et modernisé. Les centaines de milliers de personnes qui ont défilé le 16 janvier 1994 pour la laïcité prouvent son urgence et sa nécessité. Pour protéger la liberté de conscience, il faut défendre les lois laïques. La loi de séparation de 1905 a 90 ans. C'est le moment de marquer le coup. La calotte est l'insigne religieux qui symbolise depuis toujours les politiques cléricales. Contre le retour de tous les cléricalismes, reprenons l'appel traditionnel : « *A bas la calotte !* ». ♦

LUCIFER

ITALIE

Padoue, 7 - 10 septembre : seconde foire de l'autogestion

A PADOUE, du 7 au 10 septembre, se tiendra la seconde foire de l'autogestion, succédant à celle qui eut lieu à Alessandria, un an auparavant. Lors de cette première rencontre, la galaxie vaste et variée de ceux qui, dans les secteurs les plus diverses, se confrontent au difficile mais fascinant terrain des utopies concrètes a eu un moyen de se parler, de nouer des rapports, d'échanger des idées et produits. Ce furent trois jours intenses, durant lesquels un pont a commencé à être jeté entre ceux qui vivent dans une maison occupée et qui font du commerce équitable et solidaire, entre ceux qui construisent une communauté agricole et ceux qui font une école libertaire, entre ceux qui sont impliqués dans l'autoproduction de livres et disques et tous ceux qui ont donné vie à des fédérations municipales de base. Trois jours sur l'autogestion, mais aussi trois jours d'autogestion, pendant lesquels ont commencé à se tisser ces relations directes sans lesquelles il est impossible de projeter un plus solide réseau de coopération et d'échange.

La foire d'Alessandria, loin d'être le lieu d'accès d'un parcours long et complexe, a été l'amorce d'initiatives nouvelles et mieux articulées, qui permirent l'enracinement de ce type de rapports horizontaux qui sont l'humus fécond duquel un mouvement pour l'autogestion tire sa sève.

Au mois de mai 1995, lors d'une préalable rencontre « Autogestion et conflictualité sociale », nous avons été confrontés à un nœud théorique d'importance, à savoir le rapport entre une pratique autogestionnaire qui déjà aujourd'hui produit des moments de gestion anti-autoritaire dans les diverses sphères du politique, du social, de l'économique et du culturel, et la nécessité constante du conflit contre l'ordre établi.

Cette rencontre a été une occasion fructueuse de poursuivre un débat dont la mise en jeu est aussi ambitieuse qu'importante, puisqu'il vise à tracer un espace théorique et pra-

tique dans lequel les dimensions tant constructives que destructrices de l'anarchisme ne soient pas rejetées ni séparées, mais deviennent des éléments complémentaires dans un processus de transformation sociale.

Du reste, en particulier dans l'aire libertaire, le concept d'autogestion renvoie immédiatement à celui d'anarchie, puisque les deux termes se réfèrent à une même tension éthique et politique, à un même patrimoine idéal. La poussée vers une organisation sociale qui abolisse la domination et la hiérarchie se traduit dans la construction d'un tel espace social, dans lequel le cadre de la normativité (en dehors de tout mécanisme de délégation) est la responsabilité d'une communauté d'individus autonomes. En substance, l'anarchie et l'autogestion sont l'expression d'un même projet, d'une même utopie, qui, comme toute utopie qui se respecte, nie l'existant en tendant à donner des coordonnées radicalement nouvelles de la vie civile.

Toutefois, dans la pratique des mouvements anarchistes et libertaires, il a rarement été question d'une union parfaite entre anarchie et autogestion, puisque l'irréductible écart entre la nécessité de briser l'ordre existant et la volonté de donner corps et sève aux idées libertaires a souvent donné lieu à des divergences pas anodines de parcours et de choix.

Aujourd'hui, plus que par le passé, se distinguent d'ailleurs quelques hypothèses en mesure de faire fondre la distance entre lutte pour l'anarchie et ouverture d'espaces de sociabilité libérée dans l'ici et maintenant.

En Italie, au cours des années 80 et en cette seconde moitié des années 90, se sont développées de nombreuses expériences de gestion économique et sociale, non dirigées par la logique du profit, mais visant à répondre à ces besoins et désirs particuliers qu'une telle logique ne peut prendre en considération. Ecoles libertaires, maisons occupées, banques alternatives, centres sociaux,

coopératives de production de biens et services basées sur des principes égalitaires, les formes d'autogestion de ces fédérations municipalistes et autres observatoires de citoyens, autoproduction musicale... sont quelques unes des réalités qui se sont appuyées sur la méthode de l'autogestion. Cela fut et est toujours une expérience importante, qui, mettant au premier plan la poursuite d'objectifs concrets et tangibles, non seulement a réussi à résister à la « normalisation » issue de la déconfiture des années 70, mais a été également capable de poser les bases d'un agir politique et social de type radicalement libertaire. Toutefois, le refus latent de la dimension projectuelle et politique et la focalisation des énergies dans des secteurs spécifiques ont souvent donné lieu à une tendance à la fragmentation qui a interdit que la réalité multiple et variée de l'autogestion réussisse à donner l'épaisseur d'un mouvement. Un mouvement dont le point fort serait un enracinement obstiné sur le dur terrain des utopies concrètes, ce levier puissant capable de catalyser une bien plus large transformation. L'archipel autogestionnaire définit dès aujourd'hui, même si c'est par fragments, une sphère publique différente dans laquelle les coordonnées qui définissent habituellement le cadre politique et le cadre social subissent un changement radical. La préfiguration d'un espace public non étatique qui se passe de l'identification entre politique et Etat, donnant ainsi espace et dignité à la cité des citoyens contre celle des institutions. [...]

L'économie alternative, pour se faire alternative à l'économie, doit sortir de la marginalité d'expériences importantes mais isolées, créant un tissu propre de relations capables de donner une importance politique à un agir condamné sinon à un témoignage éthique et socialement sans importance. En général, les diverses composantes de l'univers autogestionnaire, non seulement celles impliquées sur le terrain économique mais

aussi celles qui travaillent à l'autoproduction et à la circulation de la culture, à la création de lieux de sociabilité non lucrative sont aujourd'hui en mesure d'être le pivot d'une dimension publique qui se présente comme le cadre de réflexion et de confrontation apte à élaborer des stratégies d'affrontement contre le système de domination, en dehors de toute logique de défense éphémère d'espaces autonomes propres. Cet objectif semble aujourd'hui non seulement possible mais nécessaire. En Italie, la droite et la gauche jouent une partie dont les buts apparemment opposés sont similaires.

La dichotomie entre public et privé est une cage dont on peut et doit sortir sans se laisser prendre au piège de la grande cuisine des oppositions aux dévastations sociales indéniablement liées à une politique économique libérale. Il est temps d'en finir avec les approches exclusivement de résistance d'une gauche sans perspectives, puisqu'en définitive la Résistance, la vraie, ne se contentait pas de contenir l'arrogante toute puissance des fascistes mais combattait pour les chasser de la place. Il est désormais évident qu'au-delà du grand bla-bla propagandiste, le nombre de ceux qui n'ont aucune possibilité d'atteindre un niveau de vie décent, loin de diminuer ne pourra que subir une croissance exponentielle non seulement parmi les damnés du Sud, mais au cœur-même de l'empire. Dans les grandes métropoles de l'Occident avancé et opulent coexistent sur le même territoire urbain des zones développées et des ghettos dignes du tiers monde. L'espace physique des grandes cités est marqué de lézardes et de barages qui sont le miroir le plus éloquent de la désagrégation qui traverse la société. Tous parlent de travail, mais nous savons bien que le chômage est désormais une donnée structurelle dans la société avancée : la gauche l'affronte avec une approche d'assistanat ; pour la droite, c'est une question d'ordre public. La

qualité éthique et politique de ces choix pourra apparaître considérable à certains, mais il est néanmoins évident que les deux concordent pour barrer la route à des parcours politiques et sociaux autonomes par rapport à ce qui est institué.

Dans ce contexte, un mouvement pour l'autogestion peut jouer un rôle décisif pour construire une alternative soit au libéralisme de la droite, soit à la proposition de la gauche, même revue et corrigée, de l'Etat social. Des formes de solidarité et de coopération qui fassent abstraction de la pesante tutelle de l'Etat sont possibles. La pratique de gestion directe du territoire à travers des structures d'auto-gouvernement communautaire, la multiplication des activités autogérées, la croissance de réseaux de communication et de culture libertaires constituent l'ossature d'un mouvement qui ne s'arrête pas à l'expérimentation sociale, à l'initiative de grandes valeurs exemplaires, mais réussit encore à avoir une forte expansion sociale. C'est un mouvement capable de créer les prémisses d'un modèle différent de développement respectueux des comptabilités écologiques, des besoins et désirs des individus, dans lequel les plus divers styles de vie soient un élément précieux d'enrichissement pour tous. Il devient ainsi possible de jouer sa propre partition sur des terrains différents de ceux prévus par le système de domination.

Dans le village mondial dans lequel nous vivons, chacun assiste au spectacle de la politique sans y participer, se contentant d'être présent aux célébrations périodiques de la liturgie électorale. Le mouvement pour l'autogestion, en brisant l'opposition entre politique et social, instaure une pratique dans laquelle l'action communicative est un élément décisif de raccordement et d'initiative entre les diverses expériences.

Naturellement, le parcours jusqu'ici défini n'est certes pas facile, mais il a le mérite de chercher à remplir l'invisible fossé qui souvent a séparé la construction de l'autogestion de la lutte pour l'anarchie.

[La rencontre de Padoue] sera une occasion importante de poursuivre la confrontation et de tisser de plus solides réseaux de communication et d'échange, non seulement entre groupes de langue italienne mais aussi avec d'autres expériences européennes. Il sera en effet présenté des expériences de France, d'Allemagne et de Suisse. ♦

MARIA MATTEO
(Fédération anarchiste italienne de Turin)

Padoue, 7 - 10 septembre 4 jours pour nouer des rapports, échanger des idées et des produits

« La pratique de l'autogestion »

Exposition d'objets : livres, disques, légumes... Des produits élaborés en dehors de toute logique mercantile. Présentation d'expériences concrètes : communautés agricoles, lieux de rencontres, de production, de diffusion de culture libertaire, organismes municipaux de base, services autogérés.

« Coopération sociale et appui mutuel »

Santé et médecine de base : éléments pour la construction d'une médecine publique non étatique.

« Sphère publique et autogestion »

L'autogouvernement dans la période historique de la Seconde République : contre l'utilisation du plébiscite, le pari de la participation directe. La commune contre la municipalité : les municipalités libertaires du projet d'autogestion d'un service publique à l'expérimentation concrète d'un agir politique extra-institutionnel. Autogestion des ressources, autogestion du territoire.

« Pour une communication autogérée »

Problèmes et perspectives de l'activité éditoriale de base à l'époque de l'hégémonie de l'information de masse. L'imaginaire contre le pouvoir : lieux et formes de communication libertaire.

« La boîte à outils »

Elaboration d'un projet concret de soutien et de diffusion de pratiques autogestionnaires.

Informations

- Gruppo anarchico Emma-Goldman, 46, corso Palermo, 10152 Torino. Tél. : 19.39.11.857850 ;
- Centro di Documentazione anarchica, 9, via Tonig, Padova. Tél. : 19.39.49.8070124.

Possibilité de passer la nuit sous la tente ou dans des bâtiments, en se munissant de tapis de sol et de sac de couchage. Pour dormir en pension, réservez de votre côté.

De la subversion de la société par l'art à la subversion de l'art par la société

ON NE PEUT COMPRENDRE l'art d'aujourd'hui sans revenir un moment sur l'art de la première moitié du siècle. Les avant-gardes des années 20 et 30, et les philosophies de l'art et de l'histoire qu'elles exprimaient, faisaient d'une part fusionner la finalité artistique et la finalité révolutionnaire, l'idée était qu'il ne pouvait y avoir de réalisation de l'art sans suppression du capitalisme ; et d'autre part, intégraient dans la formation du langage artistique l'importance de l'expression inconsciente. Poussé par la révolution russe et son attraction, l'art de la première moitié du siècle (Dada, surréalisme, expressionnisme allemand...) était en rupture avec la gestion capitaliste de la société, il était donc également en rupture avec l'ensemble des valeurs de la bourgeoisie. Il valorisait l'importance de la psychanalyse comme instrument de connaissance, et ne considérait pas l'artiste comme un héros ou un génie. L'art devait être fait par tous, car n'étant qu'affaire d'expression il devait être l'affaire de tous. Quand Marcel Duchamp introduisait en 1917 une pissotière dans une exposition d'œuvres d'art, il n'avait pas à l'esprit que celle-ci était une œuvre d'art, il remettait en question, par cette provocation, la culture élitiste de son époque. Pour mémoire, cinq ans auparavant, Apollinaire introduisait des commentaires de la vie quotidienne dans la poésie (« Les directeurs les ouvriers et les belles sténo-dactylographes, du lundi matin au samedi soir quatre fois par jour y passent », *Zone*). On attendait enfin de la révolution sociale qu'elle donne à tous, les moyens matériels de se consacrer à la poésie.

La guerre d'Espagne a marqué la fin de la période révolutionnaire

de l'entre-deux-guerres. Le mouvement révolutionnaire abattu, les conditions étant réunies, la guerre a pu éclater et résoudre provisoirement par la destruction et la mort les contradictions de l'économie capitaliste.

Les théories d'économie politique qui ont fondé la société d'économie mixte après la Seconde Guerre mondiale voulaient remplacer les mécanismes d'équilibre opérant librement par le marché et qui avaient abouti à la grande crise de 1929 et à la guerre mondiale, par un équilibre établi consciemment par l'intervention de l'Etat dans l'économie. A défaut de supprimer ce cauchemar du capitalisme qu'est la récurrence des crises économiques, on espérait au moins en atténuer les effets. La société d'économie mixte avait pour vocation d'être une société sans crise, ni sociale ni économique.

Un art d'économie mixte

L'art d'économie mixte est l'art de cette période qui s'étend de la Libération (en fait la fin des années 50) au retour de la crise aujourd'hui. Ses éléments constitutifs sont les mêmes que ceux de l'économie mixte : le consensus et le partenariat privé-Etat. On ne peut comprendre l'art de la seconde moitié du siècle si on garde à l'esprit le découpage linéaire par mouvement artistique retenu en histoire de l'art : nouveau-réaliste, pop art, art minimal, art conceptuel, land art, figuration libre, etc. L'art d'économie mixte regroupe deux grandes familles d'œuvres et d'artistes :

— d'une part, celle des artistes simulacres du privé (les artistes et les œuvres *miroirs de la machine*,



qui s'inscrivent de façon plus générale dans un art miroir de la production, dont les traits essentiels sont l'accumulation, la destruction, la mise en série, etc) ;

— d'autre part, celle des artistes simulacres de la fonction publique et de l'Etat (les « artistes-fonctionnaires », dont les caractéristiques sont la taxinomie, la mise en boîte, l'étiquetage, le classement, la définition, la nomination, etc).

La façon de procéder des premiers s'apparente à celle des personnels de l'industrie, voire aux grands cycles de la production (l'accumulation, la série, la destruction), celle seconds à la façon de procéder des fonctionnaires de l'Etat (la taxinomie). C'est essentiellement un art de la procédure avec les objets, et du renoncement à l'inconscient et à la subjectivité. En art d'économie mixte, je est un *on*, et ce *on* est celui de l'idéologie dominante, faussement objective comme les publicités. C'est pourquoi les œuvres d'art d'économie mixte ressemblent aux objets ménagers présentés dans les publicités. On a ainsi une première esquisse de ce qu'est l'art d'économie mixte, qui constitue l'art contemporain officiel, tel qu'il est omniprésent depuis plusieurs décennies dans les galeries, les espaces publiques, les musées, les cours intérieures des grandes entreprises, les espaces verts autour des centrales nucléaires, les cours des ministères. L'art qui nous intéresse est ailleurs.

Un art intégré dans l'idéologie dominante

Pendant près d'un siècle, l'art s'est constitué en rupture avec les valeurs de la bourgeoisie et des fonctionnaires de l'Etat : « [Du Salon des refusés (1863)] jusqu'aux années 40 et 50 de notre siècle, la chronique abonde en querelles, erreurs monumentales et aveuglements obstinés. Il y a eu l'entêtement du Louvre, qui refusait d'accrocher l'Olympia de Manet, qu'une souscription avait achetée à la veuve du peintre, pour éviter qu'elle ne soit acquise

par un étranger. Il y a eu la misérable affaire du legs Caillebotte, collection d'impressionnistes reçue avec dédain par une administration qui tolérait Renoir et méprisait Cézanne. Il y a eu l'indifférence absolue des musées français, qui n'ont acheté ni Matisse ni Picasso jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Sans la générosité de quelques donateurs, tel Marcel Sembat à Grenoble, et quelques dons des artistes, il n'y aurait pas eu un fauve ni un cubiste dans les collections nationales en 1939. » (1) L'art d'économie mixte, au contraire, se présente avant tout comme un art intégré, subventionné par le privé et les pouvoirs publics. Il ne connaît pas de Salon des refusés, ses commandes sont celles de l'Etat et des grandes entreprises. Car le consensus social, première pierre de la société d'économie mixte, a aussi été un consensus culturel. La subvention de l'art par la société depuis la Libération a été le moyen de transformer la subvention de la société par l'art qui avait prévalu dans la première moitié du siècle. Comme le note Rainer Rotchitz, « les subventions accordées à la création, à l'échelle municipale, régionale, nationale et internationale [ont été] l'équivalent des "acquis sociaux" de l'après-guerre et [ont fluctué] au même rythme qu'eux. » (2)

Marx qui n'avait pas prédit la société d'économie mixte, avait écrit à son époque que « la production capitaliste est hostile à certains secteurs de la production intellectuelle, comme l'art et la poésie, par exemple » (3) ; la société d'économie mixte réconcilie l'art et le capitalisme en intégrant la production artistique dans l'industrie du tourisme, où les grandes expositions coordonnées par des commissaires rassemblant des artistes reconnus internationalement l'emportent progressivement sur l'artisanat des galeries d'art réservée à une élite culturelle et sociale. Les grandes expositions-shows organisées par les commissaires sont aussi le lieu où l'idéologie peut réécrire l'histoire (4).

L'artiste d'économie mixte est le produit d'une époque qui a cru à son intemporalité. Il était de bon ton, dès les années 60, de penser que la société avait atteint un point de développement à partir duquel elle pouvait intégrer n'importe quelle forme de contestation culturelle. Tout avait été fait en art, et tout avait été intégré sans grande difficulté depuis la fin des années 50, l'incapacité de l'art à faire frémir le bourgeois en était la preuve incontournable. Il ne s'agissait que d'un leurre. Les limites de l'intégration de la société d'économie mixte sont celles de l'économie mixte elle-même : le retour à la crise économique qui marque la faillite de cette philosophie de l'économie, marque aussi la fin de l'idéologie de l'intégration. Le retour de la crise, aujourd'hui, annonce la fin du consensus social comme du consensus dans la culture. Il marque la fin de l'art d'économie mixte.

« Nous sommes les premiers visés après les immigrants par l'extrême droite »

La société d'économie mixte fondée sur le consensus laisse la place, avec le retour de la crise, à un nouveau modèle fondé, lui, sur la confrontation sociale et sur l'attaque frontale. Ce nouveau modèle, qui n'est finalement qu'une forme plus brutale de gestion de la crise, n'est autre que le nouvel ordre mondial, économique, politique et social. Il comporte plusieurs aspects : le premier, c'est la remise en cause de tout ce qui avait été négocié par le partenariat depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (salaire, retraite, assurance, etc), elle prend la forme immédiate d'une très forte crispation sociale (licenciements brutaux, politique du *lock out*, criminalisation du syndicalisme, du droit de grève, du droit de manifester, de critiquer, de s'exprimer, d'informer, etc [5]), et rappelle à ceux qui l'auraient oublié ces dernières années que le capitalisme est

Parutions

CARTE POSTALE ANTIRACISTE

Le groupe Ne Plus Subir de la FA de Moselle/Bas-Rhin vous propose une carte postale antiraciste, au prix de 4 F l'unité (2,50 F pièce, au-delà de 50 exemplaires). Chèque à l'ordre de Bagaudes. A commander à la **librairie Bagaudes, 5, Grand'rue, 67260 Sarre-Union.**

REVUE « INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES »

L'Union régionale Sud-Ouest de la FA vient de publier le n° 40 de sa revue trimestrielle *Infos et analyses libertaires* (24 pages).

Au sommaire : Editio, Les enseignements d'une élection annoncée, Ferré... le naufragé, Le centenaire de la CGT, Préparons la VI^e République, infos antimilitaristes... Prix : 15 F. Abonnement : 75 F (soutien : 150 F). Chèque à l'ordre du CES. A commander à **Infos et analyses libertaires, BP 233, 66002 Perpignan cedex.**

déterminé essentiellement par l'exploitation de la plus-value, qui est la clef de voûte autour de laquelle s'organise l'ensemble économique, social, politique et culturel, et qu'il ne développe, n'encourage, que ce qui va dans ce sens. Le second aspect, c'est l'aménagement de l'idéologie. Celle-ci était consensuelle et intégrait les valeurs qui lui étaient hostiles, désormais, de la même manière que les frontières se ferment sur le territoire pour repousser les étrangers et les exclure, les frontières se ferment également dans la culture. Les idées étrangères aux soient-disantes valeurs occidentales deviennent suspectes, plusieurs se prêtent à rêver d'un art occidental grec et romain débarrassé de ce qu'il a assimilé au cours des siècles. On peut ainsi lire dans une revue sur l'art (disponible par exemple à la librairie La Hune, à Paris 5^e, au rayon art) que « la trahison qui a donné naissance à l'art moderne s'est faite par une greffe assumant l'altérité, prenant en compte les cultures étrangères à l'Europe et à la civilisation européenne » (6), sur le même ton de la réaction, on peut également lire, dans la revue *Esprit*, sous la plume d'un certain Jean Molino, que « l'art risque sans doute de se confondre avec l'acceptation la plus large de la culture et l'on constate qu'il n'y a plus guère de différence entre les musées des Beaux-arts et les musées ethnographiques » (7). Attaques répétées qui annoncent les expositions des « Arts dégénérés » de demain.

Avec la fin de l'économie mixte, on assiste à un retour des valeurs qui ont toujours accompagné le conservatisme politique et social : la morale, la famille, la religion. Le droit de critiquer, dans l'entreprise et hors de l'entreprise, qui était permis relativement dans les temps consensuels n'est plus de mise aujourd'hui. Les idées qui s'écartent des valeurs morales s'apparentent désormais à des valeurs subversives, et sont traitées comme telles, sans ménagement. Avec le retour de la crise et la fin du consensus, on voit aujourd'hui réapparaître les mêmes sinistres figures blâmer les manquements aux valeurs et aux mœurs, dénoncer les œuvres « immorales et scandaleuses ». C'est en Autriche, véritable laboratoire de la réaction, qu'un film récent de Werner Schroeter (l'auteur du *Tambour*), *Le Concile d'Amour*, d'après l'œuvre d'Oscar Panizza, a été confisqué par le gouvernement parce qu'il était jugé anticlérical et accusé d'avoir heurté les sentiments religieux des catholiques tyroliens (*Libération*, du 7 octobre 1994). Dans ce même pays où l'extrême droite fait jeu égal avec les partis politiques classiques, des artistes contemporains sont montrés du doigt dans les médias, dénoncés comme des criminels et des pornographes. Un projet de musée d'art contemporain à Vienne est abandonné après une campagne virulente menée par l'extrême droite. « Nous sommes les premiers visés

après les immigrants par l'extrême droite, disait récemment un artiste autrichien. » (8)

Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est à la fois à la faillite de l'art d'économie mixte et à la criminalisation de la figure de l'artiste. La première accompagne la fin de la société d'économie mixte, la seconde le retour de la crise et des conflits sociaux, et la fin du consensus. C'est aussi cela le nouvel ordre mondial. (9) ♦

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ (AB IRATO)

- (1) « Contradictions françaises », P. Dagen, M. Guerrin et E. de Roux, *le Monde*, 25 mai 1993.
- (2) Rainer Rotchiltz, *Subvention et subversion, art contemporain et argumentation esthétique*, Gallimard, 1994.
- (3) Karl Marx, *Théorie sur la plus-value*, tome 1, éditions sociales, p. 325-326.
- (4) Yves Michaud, « Exposition ou liquidation ? », *L'artiste et les commissaires*, J. Chambon éditeur, 1989, p. 127.
- (5) Voir les méfaits de l'« article Jolibois » qui prévoit jusqu'à 500 000 F d'amende et deux ans de prison pour les responsables de publication qui se rendront coupables du délit « d'atteinte à la dignité humaine », et qui vaut aujourd'hui à *Charlie Hebdo* des procès en cascade (cf. *Libération* du 10 avril 1995).
- (6) La revue *Ligeia*, citée par Marc Dachy dans « A toutes fins utiles », *L'art contemporain en question*, éditions du jeu de Paume, 1994, p. 117.
- (7) Jean Molino, « L'art aujourd'hui », *Esprit*, n° 173, juillet-août 1991, cité par Georges Didi-Huberman dans « D'un ressentiment en mal d'esthétique », *L'art contemporain en question*, p. 78.
- (8) Robert Fleck, « La réaction contre l'art contemporain en Autriche et en France », *L'art contemporain en question*, p. 126.
- (9) Les idées de ce texte, sur l'art d'économie mixte et sur la crise sont plus amplement développées dans la revue *La Comète d'Ab irato* (notamment n° 5 et 6), en dépôt régulier à la librairie du Monde Libertaire.

FESTIVAL LIBERTAIRE À LA VAPEUR 42, boulevard Stalingrad Dijon

Vendredi 7 juillet

à partir de 19 h

Concert avec :

HIATUS

UNHINGED

GLUE

THIS EVOL TASTE

CRAZY SKANKERS

TERRIE & ANDY (THE EX)

Samedi 8 juillet

à partir de 14 h

Vidéo-débat et exposition sur le Chiapas.

à partir de 19 h

concert avec :

DAY BY DAY

IN VITRO

KING BISCUIT

VANILLA

SCHWARTZENEGGAR

Dimanche 9 juillet

à partir de 15 h

Concerts & Surprises...

Stands avec :

Aktion, Angr, Apache, Cahiers Antispécistes, Brout'chou, Collectif d'Action et de Reflexion pour l'Egalité des Sexes, Collectif Homosexuel Comtois, la Chenevière, C.N.T., Fédération Anarchiste, Guerilla, Izvestia, Katakomb, Librairie La Gryffe, Librairie Publico, Nabate, No Control, Organisation Communiste Libertaire, Panik, REFLEX^{CS}, S.A.M.A, Star, Urgence Disk...

P.A.F. : Une journée 50frs, les deux jours 80frs. Dimanche gratuit. Buvette, bouffe végétarienne et végétarienne, Camping possible...

Renseignements: 80 66 81 49 le samedi pm.
Maloka BP 536 21014 Dijon Cdx.
Twist Against BP 439 25019 Besançon Cdx.

CALM, MALOKA, TWIST AGAINST.

A LA PETITE SEMAINE

« De la famille »

Cette « petite semaine » étant destinée à durer deux mois et l'été restant, paraît-il, propice à la lecture, qu'il me soit permis d'abandonner le style pamphlétaire et cette petite dose hebdomadaire de mauvaise foi pour vous inciter à découvrir, si vous ignorez jusqu'à son nom, un ami de la famille, la nôtre, celle des libertaires.

Durant de longues années, Pierre-Valentin Berthier fit régulièrement paraître dans ce journal, alors mensuel, de vivifiants « billets » rédigés d'une plume alerte et intelligemment malicieuse, inspirés eux aussi par ce qu'il nomme aujourd'hui « l'esprit le plus humain de l'individualisme libertaire » à propos d'une courte et savoureuse étude que les Éditions du Libertaire ont eu la bonne idée de publier.

La lecture de cet opusculé, intitulé *De la famille*, ravira tous ceux qu'assomment les slogans du prêt-à-penser révolutionnaire, où le bons sens et la réflexion disparaissent, annihilés par des verdicts sans appel. Retrouvant ce sens de la mesure qui nous repose des maximalismes, Pierre-Valentin Berthier nous offre un travail dense et parfois dérangent dans nos certitudes sur cette institution, sacrée pour certains, criminelle pour d'autres.

Plongez dedans toutes affaires cessantes. C'est une bouffée d'air frais. ♦

FLORÉAL

N.B. : *De la famille*, Pierre-Valentin Berthier, éditions du Libertaire. En vente au prix de 10 F à la librairie du Monde Libertaire.

Sauvons Mumia Abu-Jamal !

(Black Panther condamné à mort)

MANIFESTATION samedi 8 juillet - 13 h consulat américain (rue Saint-Florentin M° Concorde)

PROJECTION d'un FILM sur Mumia Abu-Jamal 16 h 30 à la librairie du Monde Libertaire

Blues soleil

Il y a quelques années, c'était presque l'hégémonie de la Côte-d'Azur... ou alors, il fallait aller à Montreux, en Suisse, ou en Grande-Bretagne, voire aux Pays-Bas. Depuis quelque temps, dans notre bel Hexagone, fleurissent çà et là, dans les mois d'été, des festivals musicaux où dans la programmation le blues est bien placé. Intérêt musical ou sursurvie hookérien ?... nous ne trancherons pas et nous nous bernerons à annoncer le programme !

Comme ça a commencé tôt, il sera bien sûr trop tard pour aller au Creusot écouter Amon Garrett, Bernard Allison, Louisianan Red et Screamin' Jay Hawkins (c'était du 29 juin au 2 juillet). Mais à Cognac, du 27 au 30 juillet, il est encore temps pour prévoir d'aller voir le festival « Passions ». Avec Adrians Burns, Marua Wright, Benoît Blue Boy, Chris Lancry, Jimmy Johnson, BB King et d'autres.

Il y a moult cités où le blues est souvent à la « une » (Lisieux par exemple !), mais le plus bel exemple hexagonal est peut-être Bagnols Blues, du 6 au 9 juillet, à Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard. L'année dernière, les organisateurs souhaitaient que le festival se déroule comme le Bateau ivre de Rimbaud. Le nom d'un espace communal y faisant référence... Quoiqu'il en soit, en 1995, c'est l'espace Bayou qui prend le relais pour « restauration et détente » ! A l'affiche le 7 : Ben Harper et Wilson Pichet, le 8 : Keb'Mo (selon certains, le renouveau du blues acoustique), Mr John et Robert Gay, le 9 : Chris Thomas, Tony Joe White et Sonny Landreth. A noter que le 6, l'ouverture se fera avec des concerts gratuits.

Jerry Lee Lewis se promène dans « notre » Europe, Chuck Berry aussi. Et bien d'autres encore, comme Bo Diddley... Equilibre un peu tardif avec la musique noire ? ♦

THIERRY

(« Blues en liberté » - RL)

THANK YOU FERRÉ

14 JUILLET 1995 - 20 h 30 - au TRIANON

80, boulevard Rochechouard

(M° Anvers), 75018 Paris

avec

Vincent ABSIL, Vladimir ANSELME,

Alain AURENCHÉ, Louis CAPART, Paco IBANEZ,

Alain LEPREST, Gilbert LAFAILLE (sous réserve),

Dominique OTTAVI, SAPHO (sous réserve),

Gilles SERVAT, Serge UTGÉ-ROYO,

Philippe VAL (sous réserve).

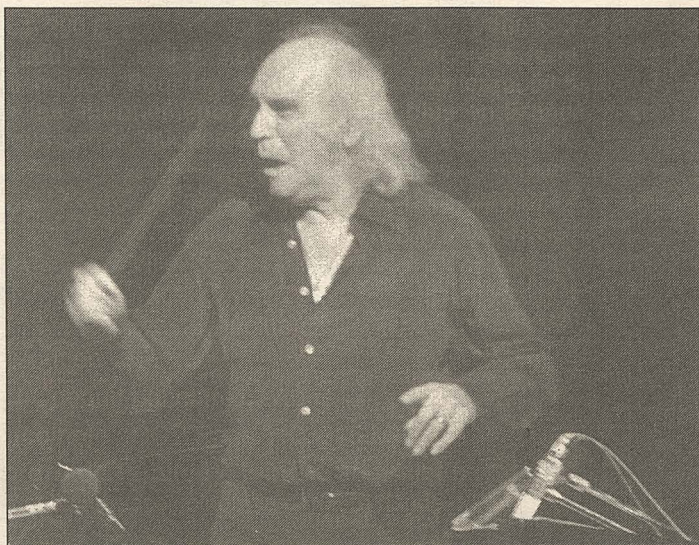
Avec l'intervention amicale de Nilda FERNANDEZ, en direct d'Amérique du sud.

L'intégralité des bénéfices ira à l'association SOL.EN.SI,

qui s'occupe des enfants atteints par le SIDA.

100 F sur réservation (à l'ordre de Thank you Ferré) à la librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot 75011 Paris

130 F sur place



Max Stirner

— Un précurseur oublié —

GEORG WILHELM FRIEDRICH HEGEL prétendait que la réalité se décomposait en une triade — « *Sein* » (être), « *Natur* » (nature), et « *Geist* » (esprit) — qui se décomposait elle-même en triades qui se décomposaient elles-mêmes, etc., engendrant une série de termes qui représenteraient toutes les formes de la pensée... rien n'empêche, bien sûr, de décomposer encore plus. Cette usine à gaz, c'est la « *dialectique* ». En y associant la description des termes ultimes ainsi trouvés, il prétendait mettre un point final à l'étude de la philosophie.

Après la mort de Hegel, en 1831, ses disciples se partagent en « *Vieux-Hégéliens* » — des espèces d'intégristes de l'hégélianisme — et les « *Jeunes-Hégéliens* » qui veulent appliquer aux conclusions du vieux maître la technique dialectique, repoussant dans un futur improbable la fin de la philosophie (ceci n'est pas sans rappeler l'opposition de principe entre les mythologies de type judéo-chrétien et celles de type karmique).

Bauer et les Hommes libres

AUTOUR DE BRUNO BAUER, des « *Jeunes-Hégéliens* » dérivent progressivement de la philosophie pure à l'action politique ou révolutionnaire (on remarquera principalement chez eux les influences de Babeuf, Saint-Simon, Charles Fourier, Proudhon et Marx). Personnage expansif et grégaire, Bauer avait créé en 1837 le « *Cercle des Docteurs* » qu'il transforma en 1842 en « *Cercles des Hommes libres* » (ou « *Freien* »), auxquels participèrent Ludwig Buhl, Köppen, Engels. Ils se réunissaient tapageusement, buvaient de fortes bières, fumaient d'odorants cigares et s'éclataient, scandalisant la presse berlinoise.

Max Stirner, tout dans la plume.

AU MILIEU DE CES JOYEUX compagnons, nous trouvons Johann Caspar Schmidt qui, sous le nom de plume de Max Stirner, participait à la diffusion des idées et analyses des « *Freien* ».

Johann Caspar Schmidt est né à Bayreuth, le 26 octobre 1806, dans une famille de la petite bourgeoisie, il se maria deux fois — avec une femme sans esprit, puis avec une jeunesse volage —, enseigna la littérature dans une institution pour jeunes filles, puis se fera crémier — bientôt en faillite. Il finira sa vie à Berlin, le 25 juin 1856, après avoir connu la misère et la prison pour dettes.

Tout semblait le destiner à l'anonymat; cependant, durant la brève période d'aisance financière qui suivit son second mariage, il composa un livre d'une richesse exceptionnelle d'où sourdait une vitalité que semblait démentir l'apparence taciturne de son auteur : « *L'Unique et sa Propriété* ».

A sa sortie en 1845, ce livre sonne le glas de l'hégélianisme traditionnel en s'en prenant à son fondement : l'Esprit. Stirner fut en effet un des premiers auteurs à se détourner de la pensée simplement spéculative pour ne s'intéresser pour ainsi dire qu'à l'être en situation dans le monde — position promise à un brillant avenir.

Oublié pendant près d'un demi-siècle, il redeviendra à la mode lorsque certains voudront voir dans le surhomme de Nietzsche un « clone » de l'Unique stirnérien — théorie douteuse si l'on veut bien considérer que l'Unique est plus proche d'un esclave affranchi que d'un maître triomphant.

Et ainsi de suite jusqu'à aujourd'hui. Il semble que ce livre soit voué à ne ressurgir à la surface que tous les cinquante ans, afin que le lecteur n'oublie pas ses précieux enseignements ?



« Autour de Stirner » de Ceska : de gauche à droite : Hegel, Stirner, Proudhon, Bakounine.

L'égoïsme enfin proclamé

NOUS TENONS À CONSERVER la majuscule germanique au terme « *Propriété* », contrairement à l'usage courant en français afin de ne pas perdre de vue que l'Unique considéré isolément — ce que ne manquent pas de faire les dénigriers du livre — se dissoudrait en un solipsisme provoquant mais stérile. En effet, c'est par sa Propriété qu'il accède à l'identité. Plus simplement : c'est par ce qui le manifeste, et qui lui est « *propre* », que l'être accède à l'individualité. Vouloir le considérer en-soi, c'est déjà le nier en tant que sujet pour en faire un monstre — d'une folle élégance théorique mais sans équivalent dans le monde réel. L'individualité en question n'est pas la personnalité mais la marque qui distingue un être d'un autre, bien entendu.

Mais l'individu stirnérien ne se contente pas d'être, et c'est là la vraie trouvaille, il se proclame *étant* ! et étant Unique. Il ne peut plus être réduit à être ceci ou cela. Disant « Je suis Moi », et par cette seule déclaration, il se réapproprie — pour mieux la partager avec ses non-semblables — le langage créateur dont les prêtres l'avaient dépouillé pour en vêtir leurs dieux.

Après avoir rétabli l'individu dans son être, Stirner va encore plus loin en magnifiant l'égoïsme — le vrai, pas celui dont se réclameront les petits bourgeois après la seconde guerre mondiale.

On peut se demander pourquoi Stirner nous inciterait à être ce que nous sommes déjà. En effet, sauf en cas de troubles graves de la personnalité, l'égoïsme est humain. Il faudrait être fou pour ne pas vouloir la « *meilleure part* ». Cet égoïsme n'est-il pas la meilleure défense contre l'abus de pouvoir de l'autre ? Nos dirigeants ne le sont-ils pas uniquement par la passivité dont nous faisons preuve ?

Mais être égoïste ne consiste pas pour Stirner à écraser tout ce qui peut se mettre en travers du chemin d'un mieux être. Il est conscient que l'Unique — même conscient de sa Propriété — ne pourrait survivre hors de la société. Ce n'est pas lui qui irait dormir au sommet d'une montagne ! Il sait bien que son mieux être dépend étroitement du mieux être des autres hommes (et femmes, NdIR). Aussi subordonnera-t-il son intérêt privé à celui du groupe auquel il s'associera. De cette association d'égoïstes, découlera plus de bonheur et de bien être à terme pour chacun des associés — on peut enfin travailler ensemble sans porter le voile hypocrite et antinaturel de la charité et de l'amour du prochain.

Charité et amour envers qui, d'ailleurs ? L'autre n'est pas un semblable. Et s'il arrive à l'Unique de

l'aimer, c'est parce qu'il Lui plaît ! Amoureux ? jamais plus. L'Unique peut être amant, mais il ne renoncera pas à son être pour séduire.

De même en toutes choses, c'est à l'aulne du « *Je* » tout est déterminé : « *Tu vaux autant que Tu te donnes de valeur* ».

Reste qu'après avoir lu ce livre, aucun honnête humain ne saurait déclarer encore agir par pur altruisme sauf à passer pour un sot ou un menteur. Ce qui n'est pas le moindre mérite de l'ouvrage.

L'Unique et sa Propriété

POUR CEUX QUI AIMERAIENT aller plus avant dans l'étude de la vie et de l'œuvre de Max Stirner, je conseille de lire « *Max Stirner* » (Études, documents réunis et présentés par Diederik Dettmeijer, *Cahiers de philosophie*, L'Age d'Homme) ainsi que « *Max Stirner. Sein Leben und sein Werk* » (John Henry Mackay, Schuster und Loeffler, Berlin).

Et, bien sûr, « *L'Unique et sa Propriété et autres écrits* » (Max Stirner, Éditions de l'Age d'Homme).

Je ne résisterai pas plus longtemps à l'envie de vous communiquer un extrait caractéristique du style de Stirner et de l'avance qu'il avait sur son temps et que beaucoup de penseurs actuels n'ont toujours pas su, pu ou voulu rattraper : « [...] *S'ils vous donnent malgré tout la liberté, ce sont des fourbes, qui donnent plus qu'ils n'ont. Ce n'est en effet là rien qui leur appartienne, mais une marchandise volée, votre propre liberté, que Vous auriez dû prendre vous-mêmes. [...] La liberté octroyée n'en est pas une.* »

ALAIN L'HUISSIER

SOMMAIRE

Page 1 : Ce que nous voulons.

Page 2 : Une victoire aux couleurs de l'arc-en-ciel en mer du Nord.

Page 3 : Contre le gri-gri de la gauche rénovée ! Pour l'action directe des travailleurs.

Page 4 : De la pensée unique et de l'humanitaire caritatif de gauche (suite p. 5).

Page 5 : De la pensée unique et de l'humanitaire caritatif de gauche (suite de la page 4), De la nécessité du travail de mémoire pour retrouver et défendre notre identité.

Page 6 : Les femmes... si vous saviez !

Page 7 : Les congés payés : une leçon d'histoire sociale.

Page 8 : Un mauvais scénario : la vidéo-surveillance (suite p. 9).

Page 9 : Un mauvais scénario : la vidéo-surveillance

(suite de la page 8), Rendez-vous, Campings libertaires, Stage de formation.

Page 10 : La supercherie du référendum d'initiative populaire (suite p. 11).

Page 11 : La supercherie du référendum d'initiative populaire (suite de la page 10), Les voyous du Parti des travailleurs agressent nos amis de la Libre Pensée.

Page 12 : Actualité de l'anticléricalisme.

Page 13 : Padoue, 7 - 10 septembre : seconde foire de l'autogestion.

Page 14 : De la subversion de la société par l'art à la subversion de l'art par la société (suite p. 15).

Page 15 : De la subversion de la société par l'art à la subversion de l'art par la société (suite de la page 14), A la petite semaine : De la famille, Blues soleil.

Page 16 : Max Stirner.